ISSN 0024-7650

M 6189 - 1125 - 8,00 F
3796189008001 11250

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 125 - 5 janvier 1990 - prix : 8 F

Roumanie :

Ceausescu est mort...

MAIS SES GÉNÉRAUX SONT AU POUVOIR !

GAMMA

CEUX QUI EN OCCIDENT PROFITAIENT DE LA DICTATURE DE CEAUSESCU

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Il y a une sacrée hypocrisie dans l'insistance des commentateurs occidentaux à présenter la première moitié des années 80 comme la période où le régime de Ceausescu est devenu la dictature infâme que l'on sait. L'oppression policière avait été aussi dure en Roumanie au temps où les dirigeants occidentaux s'étaient bousculés à Bucarest qu'après.

Mais, dans le domaine économique, il y a une once de vérité dans l'océan des mensonges : il est vrai que la situation économique de la majorité de la population, déjà pas fameuse, s'est encore détériorée dans les années quatre-vingts. C'est pendant cette période que le système du rationnement des produits alimentaires les plus indispensables s'est généralisé, dans un pays pourtant agricole. C'est pendant cette période que des mesures draconiennes ont été prises pour limiter la consommation de produits énergétiques, en rationnant non seulement l'essence, mais l'usage de l'électricité d'éclairage, le chauffage des immeubles, l'eau chaude ; c'est pendant cette période qu'a germé le projet fou de regrouper des villages dans des immeubles collectifs de manière à récupérer des terres agricoles.

Mais que s'est-il donc passé, en ce début des années quatre-vingts ? Uniquement une aggravation de la mégalomanie de Ceausescu ? Que non !

Avec dix milliards de dollars de dettes, la Roumanie était en 1980 un des pays de l'Est les plus endettés. Le 12 avril 1989, le dictateur pouvait annoncer triomphalement que la Roumanie a été le seul pays de l'Est – et probablement un des rares sinon le seul de tous les pays pauvres de la planète – à avoir intégralement remboursé ses dettes.

Il aura fallu la mégalomanie d'un dictateur et la férocité des moyens d'une dictature totalitaire pour faire accepter à la population des magasins vides et le rationnement même du pain, afin que la viande, le blé et les produits agricoles puissent partir à l'étranger pour augmenter les exportations et se procurer les recettes nécessaires au remboursement de la dette. Comme pour faire accepter une réduction aussi drastique des importations, y compris d'articles nécessaires à la consommation.

Ceausescu, en somme, n'a jamais été que le meilleur élève du FMI ; et son délire totalitaire un moyen radical de satisfaire aux programmes d'austérité que les bureaucrates occidentaux du FMI destinent aux pays pauvres de la planète.

L'huissier Ceausescu, peu regardant sur les moyens pour obliger son propre peuple à rembourser, avec les intérêts, les dettes contractées auprès des banques commerciales et des gouvernements occidentaux, est certainement responsable de la grande misère du peuple roumain. Mais ses commanditaires ? Ces banques occidentales créditrices justement – parmi lesquelles les banques françaises occuperaient le premier rang ? Et toutes ces entreprises qui ont vendu à la Roumanie, les unes des licences d'exploitations comme Renault ou Citroën pour fabriquer des copies de certains de leurs modèles, ou comme l'Aérospatiale pour fabriquer des hélicoptères Alouette et Puma ; les autres encore, comme Péchiney, des usines clés en main, ou comme les Trois Suisses, Confo-rama, les chaussures André ou les bas Dim qui ont là-bas des usines de sous-traitance pour bénéficier d'une main-d'œuvre à bon marché. Les banques, comme les entreprises, si elles avaient de bonnes raisons de se réjouir du zèle de Ceausescu à rembourser les dettes, en avaient évidemment moins de la réduction brutale des importations.

L'argent emprunté par la Roumanie n'a pas servi uniquement au couple Ceausescu et son luxe minable de nouveaux riches.

Il a servi surtout à payer toutes ces entreprises occidentales, c'est-à-dire leurs propriétaires et leurs actionnaires. Ceausescu a aujourd'hui quelques balles dans la peau, au moins quelque chose qu'il n'a pas volé ! Mais les véritables profiteurs de la misère roumaine sont non seulement toujours là, mais ont tous des raisons de se réjouir du changement d'équipe gouvernementale. L'ancienne dette remboursée, la nouvelle équipe pourra en contracter de nouvelles, ayant de bonnes raisons pour le justifier devant leur peuple.

Et les banques occidentales, directement ou via le FMI, seront aussi peu regardantes sur les moyens utilisés par le nouveau régime pour imposer au peuple des mesures d'austérité inévitables pour faire payer les intérêts, qu'elles ont été peu regardantes à l'égard des méthodes du dictateur Ceausescu... ou à l'égard du président socialdémocrate du Vénézuela qui a mis fin à coups de mitraille aux émeutes de la faim déclenchées par sa politique d'austérité.

CERCLE LÉON TROTSKY

«LE RENVERSEMENT DE LA DICTATURE ROUMAINE ET L'AVENIR DE L'EUROPE DE L'EST»

Vendredi 26 janvier à 20 h 30

MUTUALITÉ
24, rue Saint-Victor à PARIS (5e)
Métro : Maubert-Mutualité

Participation aux frais : 10 F.

CEAUSESCU EST MORT MAIS SES GÉNÉRAUX SONT AU POUVOIR

A en croire les commentateurs, la situation s'est donc stabilisée en Roumanie.

Les travailleurs sont retournés dans leurs usines, pour autant qu'ils en étaient sortis. Les étudiants restent en vacances. Le ministère des Affaires étrangères roumain a bien annoncé que les membres du bureau politique du Parti Communiste, en fonction au moment de la chute de Ceausescu (ils seraient une soixantaine), seraient en prison. Mais l'administration de l'Etat a repris son fonctionnement, avec les mêmes qu'avant, du haut en bas. Quelques imbéciles de la Securitate continuent à lâcher de temps à autres une rafale – histoire de donner aux nouveaux dirigeants le prétexte de mesures d'auto-protection ridicules – mais la grande majorité d'entre eux, et surtout, leurs chefs hiérarchiques, ont su tourner leur veste assez vite pour qu'ils puissent raisonnablement espérer leur reconversion dans la police ou dans l'armée, puisque la Securitate, en tant que telle, a tout de même été dissoute.

QUE «CHACUN RESTE EN PLACE»!

A des ouvriers de Brasov, de Cluj ou de Sibiu, qui auraient demandé d'être débarrassés au moins de leurs anciens directeurs, on aurait répondu, d'après le journal *Le Monde,* qu'il fallait que *«chacun reste en place en attendant que des enquêtes sérieuses soient faites sur les antécédents de tous»*. Comme si les ouvriers, qui subissaient lesdits directeurs, n'en savaient pas assez desdits antécédents ! Mais le nouveau pouvoir préfère que les «enquêtes sérieuses» soient faites, d'en haut, par ceux qui préfèrent d'autant plus se poser en enquêteurs qu'il n'y aurait même pas besoin d'enquête pour montrer qu'ils ont trempé jusqu'au cou dans les affaires de la dictature.

On a lâché à la population le corps de Ceausescu préalablement criblé de balles grâce aux bons soins de l'armée. On lâchera encore, si le besoin s'en faisait sentir, quelques subalternes de la «Securitate». On fera, peut-être, quelques «épurations», cet agissement habituel de tous les régimes qui veulent faire croire qu'ils ont changé de peau, et qui veulent donner à leur peuple l'impression qu'il y a apporté sa contribution. Mais il n'est pas dit que même cela aille bien loin.

Ceux qui, en Occident, ont acclamé d'autant plus fort la «révolution roumaine» qu'ils voulaient que les choses en restent là où elles en sont, à la chute du dictateur certes, mais en laissant en place tous les pilliers de la dictature, commencent à dire que certains aspects du fonctionnement du nouveau régime ont une fâcheuse tendance à ressembler à celui de l'ancien. Mais même lorsqu'ils disent cela, ils mentent encore, lorsqu'ils expliquent par exemple que le Conseil du Front de Salut National, présidé par Iliescu, s'est arrogé trop de pouvoirs et trop vite ; et lorsqu'ils font mine d'y retrouver les traces du «centralisme démocratique» et d'en expliquer les raisons dans l'origine «communiste» des hommes les plus en vue du Front de Salut National.

LES GÉNÉRAUX DANS LES NOUVEAUX MINISTÈRES

Mais ils sont déjà plus discrets sur le fait que le Front de Salut National, qui s'est arrogé un pouvoir quasi dictatorial, compte dans ses rangs une demi-douzaine d'officiers supérieurs. Et quand au gouvernement, à côté du général Militaru, le bien-nommé, qui a tout naturellement occupé le poste de ministre de la Défense, un autre général est ministre de l'Intérieur, et un troisième ministre de... l'Economie. Sans parler du commandant ministre du Tourisme. Tant de cynisme frise la franchise. Ce Comité de Salut National qui contrôlerait l'armée ressemble fortement à un Comité de Salut National qui serait le paravent de l'armée. De cette armée qui a l'air d'avoir pris l'initiative de susciter ou, en tous les cas, d'officialiser et de soumettre à son contrôle les comités locaux créés et qui occupent la direction des affaires municipales, là en tous les cas où un certain changement serait intervenu.

Il y a, peut-être, un peu de la méthode Coué dans cette façon d'insister sur le retour au calme en Roumanie. Les grands de ce monde avaient par trop peur que les changements qui se sont déroulés plus ou moins pacifiquement dans les pays de l'Est et de façon plus ou moins contrôlée d'en haut, échappent en Roumanie à ce contrôle. Voilà pourquoi tous les gouvernements se sont dépêchés de reconnaître l'équipe qui s'est autoproclamée le gouvernement de la Roumanie. Voilà pourquoi les mêmes qui, en Occident, expliquent tous les «défauts» du nouveau gouvernement par les origines «communistes» de la plupart de ses membres, sont contents qu'il se soit trouvé des hommes, quel que soit leur passé politique, qui veuillent assumer immédiatement la responsabilité politique du pouvoir. Tout et n'importe quoi, plutôt que le pouvoir de la rue, le pouvoir du peuple, «l'anarchie» comme ils disent.

Voilà pourquoi cette équipe hétéroclite, dont le noyau se prépare depuis six mois – on le sait aujourd'hui – à «combler le vide du pouvoir» au cas où il se serait produit avec la chute de Ceausescu, a reçu la consécration internationale sans même avoir reçu la consécration intérieure. Voilà pourquoi, bien que le noyau dirigeant de l'équipe soit constitué par des dignitaires ou ex-dignitaires du régime Ceausescu, élevés au service de la dictature, ils aient reçu, avant d'avoir rien fait d'autre que de prendre le pouvoir, le label démocratique. Il est à remarquer à ce propos que, même lorsque la presse souligne cet aspect des choses, il ne compte dans le nombre des anciens dignitaires de la dictature, que les anciens responsables civils du parti, mais pas les hauts dignitaires de l'armée. Histoire de mettre celle-ci au-dessus de tout soupçon.

QUELQUES GESTES EN DIRECTION DE LA POPULATION

Pour hâter le retour au calme, le nouveau gouvernement a pris un certain nombre de mesures d'urgence. Pour désamorcer le mécontentement des travailleurs, il a promis la semaine de travail de cinq jours (au lieu des six, voire de sept jusqu'à présent). Pour attirer les faveurs des paysans, il a annoncé que la possibilité leur sera reconnue de posséder un lopin de terre dont ils pourront vendre librement le produit. Pour satisfaire l'intelligentsia, il a annoncé la suppression de la censure. Pour satisfaire cette écrasante majorité de la population qui ne bénéficiait pas des magasins réservés à la nomenclatura, il a décidé de bloquer pour un temps les exportations des produits alimentaires – du coup, les magasins, au moins ceux de Bucarest, se sont trouvés approvisionnés.

C'est le moins qu'ils pouvaient faire. Même Ceausescu, le dernier jour où il sentait le pouvoir lui échapper, a promis au dernier moment une augmentation des salaires et une révision des allocations familiales. Et après les émeutes de Brasov, il y a deux ans, il a, lui aussi, suspendu pour une courte période les exportations de produits alimentaires pour qu'il y ait un petit quelque chose dans les magasins. Ce qui a été promis ne coûte de toute façon pas cher au nouveau gouvernement – et il reste à savoir s'il tiendra ses promesses. Mais autant qu'il ne lui est pas difficile par exemple de faire un geste spectaculaire en garnissant les magasins le temps que les exportations alimentaires soient suspendues, autant il reste le problème d'assurer régulièrement l'approvisionnement de la population, quand les exportations auront repris. Et surtout, leur assurer les moyens, les salaires pour le faire.

LA FIN DE LA DICTATURE CELA NE FAIT PAS LA DÉMOCRATIE

Après quelques tergiversations, le nouveau gouvernement a également reconnu le droit pour de nouveaux partis à se constituer, et des élections pour le mois d'avril. Le monopole du parti unique est donc fini. Mais le multipartisme n'est pas nécessairement la démocratie. Même dans le Haïti des généraux, derrière les casernes, il y a le multipartisme ! Et après tout, le système parlementaire a montré, au cours des dernières décennies, des avantages par rapport à la dictature ouverte comme moyen de juguler les masses même dans les pays pauvres. Alors, peut-être que le peuple roumain aura droit, pendant quelque temps, à une démocratie du genre du Vénézuéla (et bien d'autres) : c'est-à-dire des élections, un parlement, une certaine liberté démocratique – mais la mitraille pour ceux qui se révoltent contre la faim.

C'est certainement mieux que la dictature. Et le peuple roumain a certainement des raisons de se réjouir de ce qui s'est passé pendant les dernières semaines, car quelle que soit l'évolution ultérieure des choses, elle peut difficilement aboutir à pire que la dictature de Ceausescu. Mais elle peut ne pas aboutir à quelque chose de bien meilleur. Car même si les nouveaux dirigeants utilisent les mots «peuple» et «révolution» à toutes les sauces pour justifier leur pouvoir, ce n'est pas le peuple qui contrôle cette évolution. C'est la hiérarchie de l'armée. Ce sont les dignitaires de la dictature fraîchement reconvertis. Ce sera peut-être cette Eglise qui a servi toutes les dictatures successives que la Roumanie n'a cessé de subir depuis le début de son existence, y compris celle de Ceausescu. Et derrière eux, les grandes puissances impérialistes, dont les capitalistes tenteront de tirer de cette Roumanie pauvre tout ce qu'ils peuvent tirer ; comme ils n'ont jamais cessé de le faire, avant l'arrivée au pouvoir du régime stalinien comme pendant.

La facilité relative avec laquelle les héritiers de Ceausescu ont pris et consolidé leur pouvoir montre que les classes pauvres de la société, le prolétariat en premier lieu, s'il a fourni des victimes, n'a pas vraiment profité de l'occasion pour se donner les moyens de peser sur l'évolution ultérieure des choses. Il ne s'agit pas seulement de l'absence d'armement ou d'organisation indépendante des classes pauvres. Il s'agit avant tout de la conscience d'avoir à le faire. Ce que l'on peut espérer c'est que les travailleurs sachent profiter de ce contexte où il existe une certaine liberté de parole, de presse et de réunion pour se faire entendre et pour acquérir la conscience qu'ils ont des intérêts collectifs, des intérêts de classe, que le nouveau régime ne saura et ne voudra satisfaire, car il est au service des classes privilégiées du dedans comme du dehors.

Georges Kaldy

Voir nos articles sur les événements de Roumanie en pages 4, 5, 6 et 7.

CEAUSESCU EST MORT, SONT AUSSI

Papadopoulos / Gamma

Le général Militaru, en cours de reconversion rapide, se présente au balcon.

Il aura fallu l'insurrection populaire de Timisoara et l'extension du mouvement de protestation à d'autres villes, en premier lieu à la capitale Bucarest, pour renverser la crapule sanguinaire qui dirigeait le pays. Mais Ceausescu n'était même pas encore tombé que se sont mises en marche toutes les forces désireuses d'étouffer le mouvement populaire avant qu'il ne menace réellement de se déployer. Commencé dans l'héroïsme populaire, cet enchaînement d'événements avait été appelé, du *Figaro à l'Humanité,* par tout l'éventail politique de la France bourgeoise d'autant plus volontiers «la révolution roumaine» que tout ce beau monde avait une sainte peur qu'il en devienne réellement une.

Ces événements vont-ils seulement aboutir à quelques changements de personnes à la tête du gouvernement et à la dissolution de la Securitate, cette garde prétorienne du clan Ceausescu ? Et cela, sans que rien ne change par ailleurs, ni l'armée, ni la police, ni l'administration de l'Etat ni, à plus forte raison, la misère ? Vont-ils aboutir en somme, au mieux au même résultat que les réformes engagées d'en haut dans les autres Démocraties Populaires, les victimes en plus et, au pire, à une dicatature militaire à peine plus libérale que le régime paranoïaque des Ceausescu ?

Le dernier mot n'a peut-être pas encore été dit en Roumanie. Mais tous, toutes les grandes puissances au dehors, et toutes les forces politiques et militaires qui se manifestent au-dedans, agissent pour que le dernier mot ne revienne pas au peuple.

G.K.

A. Duclos / Gamma

Les insurgés font le ménage dans un des centres de la Securitate à Bucarest.

LE SOULÈVEMENT DE TIMISOARA

Il est difficile de se faire une idée, même maintenant que les informations circulent relativement librement, du degré de conscience et d'organisation de la population de Timisoara d'où tout est parti. Mais le fait que même le bain de sang du dimanche 17 décembre n'ait pas stoppé le mouvement témoigne d'une détermination incontestable.

Parti de la réaction de la minorité d'origine hongroise contre une des multiples provocations du pouvoir (la menace de déportation d'un pasteur contestataire), le mouvement s'est étendu à la majorité de la population de cette ville, toutes ethnies confondues. Une cinquantaine de milliers de personnes – sur un total de 350 000 – auraient participé à cette manifestation du dimanche 17 décembre qui s'est terminée par une véritable tuerie faisaient des centaines de victimes. Les forces armées poursuivaient les manifestants jusqu'à l'intérieur des immeubles. D'après la version officielle et intéressée d'aujourd'hui, la fusillade aurait été le fait de la Securitate. Mais il semble bien que, au moins dans un premier temps, l'armée ait participé à la tuerie.

La tuerie n'a pas arrêté l'émeute populaire. Au contraire, semble-t-il, elle a contribué à lancer dans les manifestations les quartiers ouvriers de cette ville industrielle. S'il faut en croire des témoignages rapportés par *Libération,* le mardi 19 décembre, c'est-à-dire le surlendemain du bain de sang et à un moment où, la ville voisine d'Arad mise à part, le restant de la Roumanie ne bougeait pas encore, un cortège ouvrier s'est formé à partir des usines de chaussures Banato, pour aller d'usine en usine avant de se rendre devant le siège local du parti. Manifestation renouvelée le lendemain, le mercredi 20. A l'exception de la fabrique de pain, toutes les usines de la ville et de ses faubourgs auraient alors été en grève totale. Le clan Ceausescu – le dictateur, lui, était encore en visite officielle en Iran – a compris que la fusillade ne suffisait plus. Il a envoyé un vice-Premier ministre pour tenter de négocier avec les insurgés. Sans succès. Le ministre est reparti sous les huées.

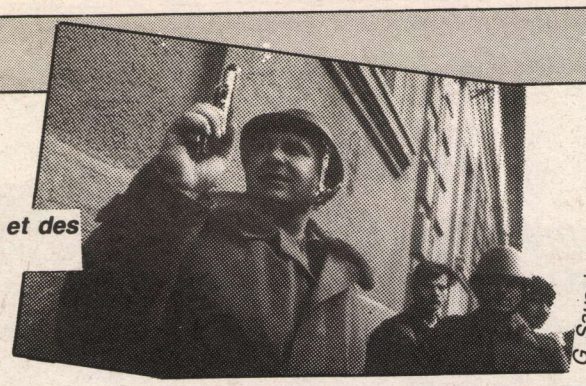
Rien n'indique que, même à ce stade, une partie des manifestants ait commencé à s'armer. Mais, en revanche, c'est bien ces 19 et 20 décembre que semblent avoir eu lieu des scènes de fraternisation entre des soldats et la population. Fait particulièrement inquiétant pour le pouvoir, qui a décidé alors de retirer l'armée de Timisoara, pour encercler la ville de l'extérieur, et l'isoler du reste du pays. La version officielle d'aujourd'hui est que ce retrait a été provoqué par la menace des ouvriers de faire sauter les deux principales usines chimiques de la ville. Mais le début de fraternisation entre les soldats et la population était probablement une menace autrement plus explosive : celle de la dislocation de l'armée et, peut-être, de l'armement du peuple.

LA RÉACTION DE L'ÉTAT-MAJOR...

Si Timisoara était restée seule, à l'instar de Brasov dont la population révoltée en novembre 1987 s'est retrouvée isolée, la menace aurait pu apparaître limitée. Mais Timisoara n'est pas restée seule. Après Arad, c'est Cluj et Brasov qui semblent avoir été touchées par des manifestations. Mais toutes ces villes sont encore en Transylvanie, cette partie du pays où l'existence de fortes minorités nationales, hongroise et dans une moindre mesure allemande et serbe, qui se sentaient particulièrement opprimées sous la dictature de Ceausescu et qui étaient sans doute plus informées par la radio et plus touchées par ce qui se passait dans toute l'Europe centrale, rendait la situation explosive.

Mais voilà que, le jeudi 21 décembre, le meeting monstre convoqué à Bucarest par Ceausescu, de retour au pays, s'est transformé spectaculairement en une démonstration d'hostilité contre le dictateur. Ce ne fut encore qu'une protestation, fût-elle courageuse. Mais, ajoutée aux fraternisations de Timisoara, elle a suffi amplement pour convaincre un certain nombre de dignitaires du régime mis à l'écart depuis plus ou moins longtemps par Ceausescu, et surtout l'état-major qui avait pourtant le sang tout frais des massacrés de Timisoara sur les mains, de passer, comme ils disent depuis, *«du côté du peuple»,* en moins de 24 heures. Avant qu'il ne soit trop tard. C'est à dire avant que le peuple, justement, ne prenne conscience de sa force et ne disloque lui-même l'armée, par en bas, en coupant les soldats d'avec l'état-major compromis jusqu'à la moelle aux côtés de Ceausescu.

MAIS SES SUCCESSEURS SES HÉRITIERS



A Timisoara : des soldats et des civils.

G. Saussier / Gamma

Etant donné la rapidité avec laquelle les choses se sont faites, peut-être ne s'est-il pas agi tout à fait d'une improvisation. Dans ce régime roumain dont les dirigeants politiques se flattaient, depuis plus de vingt ans, de leur relative indépendance à l'égard de Moscou, c'est sans doute les sommets de l'armée qui étaient les plus liés à Moscou. Un grand nombre d'officiers généraux ont parachevé leurs classes dans les académies militaires soviétiques. Cela crée des liens. Ce n'est sans doute pas pour rien que pour bétonner son pouvoir personnel, Ceausescu avait éprouvé le besoin de flanquer le ministre de la Défense en exercice de son propre frère, en qualité de vice-ministre. Ce n'est pas pour rien non plus qu'il avait donné à la Securitate des moyens qui lui permettaient de servir de contrepoids à l'armée.

Mais il importe peu de savoir si c'est seulement le soulèvement de Timisoara et la menace de son extension qui ont convaincu l'état-major qu'il fallait se débarrasser d'un Ceausescu décidément trop mal vu et encombrant, ou si ces événements ont fourni l'occasion d'exécuter un plan préparé d'avance avec l'accord et la complicité de Gorbatchev... et des dirigeants du camp occidental. Le fait est que c'est le retournement de l'état-major qui a scellé le sort de Ceausescu. L'état-major a offert au peuple la peau du dictateur, au propre comme au figuré, pour sauver l'unité de l'armée, c'est-à-dire la subordination de la troupe à l'état-major.

Contrairement à ce qui s'est passé lors de l'insurrection hongroise de 1956, l'armée ne s'est pas disloquée dans le contact avec une population armée. Le peuple de Bucarest n'a pas eu le temps de s'armer. Peut-être n'en avait-il pas, ou pas encore, la volonté. L'état-major ne lui a pas laissé le temps d'en comprendre la nécessité. Il n'y a pas eu non plus, à Bucarest, d'organisations comparables aux conseils ouvriers de Budapest. L'armée est restée, tout au long des événements, le seul élément d'organisation.

Le peuple a été convié à la fête juste assez pour lui faire croire qu'il avait remporté une victoire en ayant «gagné l'armée à la révolution» - mais pas trop, pour qu'il soit convaincu que c'est à l'armée, état-major en tête, qu'il doit sa libération. D'où cette tragi-comédie du «procès» des Ceausescu, filmé pour qu'on ait le temps de charger les seuls Ceausescu de la responsabilité de tous les crimes du régime, mais expéditif pour que le procès ne puisse pas montrer à quel point ses successeurs portent, eux aussi, la responsabilité de la dictature.

Un capitaine - responsable de la défense de la Télé - rallié et acclamé par les insurgés.

BI / Gamma

...ET DES MILIEUX POLITIQUES

Pendant que l'état-major faisait, dans l'ombre, le choix décisif, les milieux politiques cherchaient fébrilement de quoi combler le vide politique, avant même qu'il se produise.

La chronologie de ce vendredi 22 décembre, date que les commentateurs retiennent comme celle de la «victoire de la révolution», est éloquente. La nuit précédente, l'armée tirait encore sur les manifestants. A 10 h 50, la radio annonçait l'état d'urgence décidé par Ceausescu sur l'ensemble du territoire (en même temps que le «suicide» du ministre de la Défense : punition pour le retournement déjà en cours de l'état-major, ou levée du dernier obstacle pour ce retournement au sommet ?) et à 11 h 40 déjà, l'ancien ministre des Affaires Etrangères de Ceausescu, Corneliu Manescu, est le premier à annoncer sa candidature à la succession, en annonçant la création d'un Front de Salut de la Patrie. Ceausescu était encore, paraît-il, dans son palais. Mais la course pour combler le vide était déjà partie. Au nom de la révolution anti-Ceausescu, bien entendu.

Et commença alors le ballet chaotique des intellectuels plus ou moins dissidents ou pas dissidents du tout, des hommes politiques plus ou moins mis à l'écart ou dont on disait qu'ils l'ont été ou qu'ils auraient pu l'être, des ex-ministres qui clament d'autant plus haut qu'ils auraient volontairement abandonné il y a déjà cinq, dix ou quinze ans le service de Ceausescu et les privilèges qui allaient avec, que c'est en fait le dictateur qui les avait mis à l'écart.

Symbole qui en rappelle un autre : c'est un poète dissident qui annonça le départ du dictateur et, signe des temps, c'est la télévision qui aura été, pour ceux qui parlaient au nom du peuple roumain, ce que fut le balcon de l'Hôtel de Ville de Paris pour ceux qui se bousculaient, en février 1848, pour se poser en représentants du peuple insurgé. Mircea Dinescu, le poète dissident, et le metteur en scène Nicoalescu, dont la presse rapporte qu'il est un membre du Parti et de l'establishment culturel de Bucarest, qui furent les premiers à annoncer que *«le peuple a pris le pouvoir»* et à appeller ledit peuple à garder le calme, disposèrent de moyens incommensurablement plus efficaces que Lamartine en son temps, au profit de la même politique de classe. Et de surcroît, le peuple sous le balcon de l'Hôtel de Ville de Paris avait encore quelques moyens de manifester sa désapprobation de ce qui se disait en son nom. Pas le peuple roumain devant les appareils de télévision.

DE VIEUX DIRIGEANTS DE LA DICTATURE DÉGUISÉS EN NOUVEAUX DIRIGEANTS

Pourtant, ceux qui défilaient ainsi devant des téléspectateurs, tant de Roumanie que de l'étranger, et qui se posaient en détenteurs naturels du «pouvoir révolutionnaire» ne sont pas, à quelques exceptions près, de bien ragoûtants personnages. A commencer par tous ces directeurs et présentateurs de la télévision eux-mêmes, rigoureusement et sans aucune exception les mêmes que sous Ceausescu, nullement gênés de passer de la flagornerie abjecte envers le «génie des Carpates» à de fiévreuses déclamations sur le thème de la liberté retrouvée. Puis venaient plusieurs généraux, dont le général commandant de la garnison de Bucarest et, quelques heures plus tard, le chef d'état-major en personne, sans parler de plusieurs hauts responsables de la Securitate elle-même.

Puis, le défilé des politiques. La télévision dite «libre» étant devenu l'endroit où l'on blanchissait le passé (même très proche) et où l'on préparait l'avenir, le nouveau «Comité du Salut National» y a pratiquement élu domicile. Il comporte quelques constestataires de longue date (comme Doïna Cornea), qui ont effectivement payé le prix d'avoir pris parti contre Ceausescu, à une époque où tous ceux qu'ils côtoient aujourd'hui dans les allées du nouveau pouvoir, au mieux, se taisaient et, plus généralement, chantaient les louanges du dictateur. Il y a, autour de Manescu, l'ancien ministre des Affaires Etrangères, une brochette d'anciens dignitaires du régime tombés souvent en disgrâce au début même de l'ascension de Ceausescu, car susceptibles d'être des rivaux de ce dernier. Puis il y a la nouvelle génération, si l'on peut dire. Celle qui semble avoir pris le dessus.

C'est le cas de Ion Iliescu, le nouveau président de ce Conseil du Front de Salut National qui s'est érigé en pouvoir politique. Iliescu a, paraît-il, comme atout, d'avoir été l'ancien condisciple de Gorbatchev dans cet Institut Molotov qui formait les hauts cadres du bloc stalinien. Ancien secrétaire du Comité Central sous Ceausescu, ancien ministre de la Jeunesse, ancien responsable même de la propagande du parti, Iliescu a été certes écarté par la suite. Mais pas si loin que cela des allées du pouvoir et, en tout cas, des privilèges qui vont avec : responsable du parti en province pendant longtemps, puis directeur d'une maison d'édition, il n'a jamais cessé de faire partie de la nomenklatura.

Le nouveau Premier ministre, Petre Roman, est trop jeune pour avoir accédé aux sommets du parti. Mais son père était un ancien général, ami de Maurer, l'ancien Premier ministre et longtemps grand rivai de Ceausescu pour la succession de l'ancien numéro Un, Gheorgiu-Dej.

Et tous ces ministres, qui restent en place, se contentent seulement de mettre de côté leur carte du parti et d'exhiber leur affiliation au Front de Salut National.

Autant dire que la plupart de ceux qui constituent le nouveau pouvoir, le pouvoir politique visible comme celui un peu plus occulte de l'armée, sortent du sérail de la dictature de Ceausescu. Et ceux qui n'en sortent pas, ou pas directement, appartiennent tous à l'élite privilégiée.

CEUX QUI ONT PROFITÉ DU RÉGIME DE CEAUSESCU ET QUI ONT BIEN L'INTENTION DE CONTINUER À PROFITER

Ces gens-là jurent aujourd'hui vouloir rompre avec le passé incarné par la famille Ceausescu, présentée aujourd'hui comme l'unique responsable de la misère, de la dictature. Mais la dictature n'était pas suspendue dans l'air. Et elle ne s'exerçait pas au seul profit du Conducator.

La misère des ouvriers et des paysans roumains ne résultait pas seulement des projets économiques fous sortis de la mégalomanie du dictateur. Elle était la contrepartie de l'exploitation forcenée de toutes les classes laborieuses.

Au profit de la seule famille Ceausescu ? Que non ! Au profit de toute cette nomenklatura de l'Etat, de tous ces généraux, de tout cet establishment culturel, sportif ou artistique, dont les privilèges étaient sans doute dérisoires comparés à ce dont profitent nos bourgeoisies occidentales, mais néanmoins appréciables dans un pays où une partie de la population avait faim. Au profit, tout autant sinon plus, de la bourgeoisie occidentale, de ces banquiers qui ont prêté à Ceausescu et dont les représentants politiques font mine de s'indigner des méthodes utilisées par le dictateur pour extirper de son peuple de quoi les rembourser. Au profit de ces entreprises étrangères, comme Dim, Conforama, les chaussures André et quelques autres, trop heureuses de trouver en Roumanie des sous-traitants avec une main-d'œuvre incomparablement moins chère qu'en France et, de surcroît, sous bonne garde.

Ceausescu a fait leur affaire, à tous ces gens, et pendant longtemps. Ce n'est pas pour rien que, malgré la férocité de la dictature, dont seuls quelques minables responsables du PCF peuvent prétendre qu'ils n'étaient pas au courant, Ceausescu a eu bonne presse, du côté des dirigeants de l'Occident comme de ceux de l'URSS. Il a eu cependant le tort de se cramponner lorsque la haine est devenue trop forte, au point de menacer d'emporter, non seulement le dictateur, mais tout l'Etat, tout ce qui garantissait le calme et l'ordre. Le dictateur a payé, et ce n'est que justice. Mais même cela a été fait pour tromper le peuple, pour calmer sa haine et pour empêcher que les classes exploitées voient ce qu'il y avait derrière la personne du dictateur et de sa compagne, et qui leur survit.

Roumanie

BI / Gamma

Ion Iliescu, le nouvel «homme fort», s'adresse à la foule, après la victoire de l'insurrection.

La situation est loin d'être stabilisée en Roumanie. C'est bien là le problème aussi bien des nouveaux dirigeants roumains que des dirigeants de toutes les grandes puissances, qui se sont dépêchées de les reconnaître.

Elle n'est pas stabilisée, déjà en raison de l'inexistence d'une équipe de rechange crédible, acceptée par tout le milieu dirigeant du pays. On peut s'attendre à des rivalités, à des conflits de clans et de factions au sein même des milieux dirigeants, conflits qui seront probablement arbitrés par l'état-major – même si celui-ci ne juge pas nécessaire dans l'immédiat de prendre directement le pouvoir en main.

Mais il y a surtout la population elle-même, ces classes pauvres qui ont souffert de la dictature, de l'omniprésence des mouchards et de la police politique comme tout le monde, mais qui, en plus, souffraient du rationnement voire de l'inexistence des produits de première nécessité et, pour beaucoup, de la sous-alimentation et du froid en hiver. Dans quelle mesure ces classes pauvres ont-elles, au travers de la semaine de lutte contre Ceausescu, conquis des moyens de se défendre et la conscience de devoir le faire ?

Dans quelques endroits, comme à Timisoara précisément, il semble que, pendant ces quelques jours, où l'armée avait quitté la ville sans que l'état-major se soit encore retourné contre Ceausescu, des comités se soient mis en place. Pendant quelques jours, il semble que ces comités seuls aient eu une autorité dans la population. Emanaient-ils de la population insurgée elle-même, ou ont-ils été mis en place à sa tête par ceux qui, dans l'état-major, avaient déjà choisi de changer de camp ? Toujours est-il que, à en croire les moyens d'information, même là-bas, l'armée, dès qu'elle se fut opposée à Ceausescu, a repris le contrôle de la situation, sans conflit apparent avec ces comités. Les moyens d'information ne sont cependant sûrement pas objectifs et même pas nécessairement bien informés de cet aspect des choses.

A Bucarest même, les seules images de participation populaire dans le duel opposant l'armée aux membres récalcitrants de la Securitate montrées à la télévision étaient celles d'une population assez courageuse pour affronter les balles, mais désarmée. Les civils accompagnaient les soldats en spectateurs, les aidaient tout au plus à se ravitailler ou à repérer les tireurs isolés de la Securitate. Mais évidemment, la télévision n'a pas vu – ou n'a pas montré – nécessairement tout.

Le nouveau régime ne perd en tout cas rien à ce que la colère de cette partie de la population qui ne se contente pas de l'image télévisée du dictateur fusillé, trouve un exutoire dans la «chasse aux membres de la Securitate». Quelques pauvres types, mouchards de bas étage ou tortionnaires de base, y trouveront sans doute une mort qu'ils n'auront pas volée. Mais cela ne changera rien à rien : cela contribuera seulement à accréditer un peu plus l'idée que le nouveau régime est différent de l'ancien, même si les supérieurs des mouchards lynchés continuent à occuper leurs postes.

Les classes pauvres de la population ne semblent pas pour le moment conscientes du fait qu'il ne suffit pas de chasser Ceausescu pour garantir même seulement les libertés dans ce pays pauvre, aux contradictions sociales, nationales multiples ; que la seule garantie qu'elles puissent avoir, c'est leur propre force, leur propre détermination ; en somme, tout ce qui leur avait été nécessaire pour contraindre l'état-major à chasser Ceausescu, augmenté de la conscience que l'état-major, que l'armée, est leur ennemi mortel.

Mais le nouveau pouvoir, qui ne bénéficie pas, au départ déjà, d'une confiance extraordinaire, peut se déconsidérer avant d'avoir fait vraiment illusion.

Il ne suffit pas de promettre des élections pour avril pour convaincre la population que la démocratie est en marche. Il ne suffit pas de quelques gestes, comme de promettre la semaine de travail de cinq jours... pour mars, ou de jeter une provision d'oranges sur les marchés de Bucarest, ou d'autoriser que le chauffage des immeubles soit poussé de 14 à 20°, pour remplir réellement les magasins vides et pour donner aux ouvriers mal payés ou aux paysans misérables de quoi s'approvisionner correctement. Et Ceausescu ne pourra pas servir longtemps de bouc émissaire pour justifier la misère.

La population pauvre aura, peut-être, le temps d'apprendre. Alors, les nouveaux détenteurs du pouvoir, comme les politiciens occidentaux, auront toutes les raisons de parler de «révolution roumaine», mais ils ne feront alors même pas semblant de s'en réjouir.

G.K.

ET LE EST MAIS LE LUI

Avec tout ce que disent les médias, devenus aussi prolixes sur les infamies du régime Ceausescu qu'ils ont été peu bavards avant, nombreux sont ceux qui y vont de leur couplet sur la «faillite» du communisme.

Le régime de Ceausescu n'a jamais été communiste, ni avant cette date paraît-il fatidique de 1984 où les dirigeants occidentaux commençaient à en dire du mal – et où, accessoirement, Marchais a cessé d'y passer ses vacances – ni après. Ce fut depuis ses origines une dictature infâme. Oh non, pas la «dictature du prolétariat», mais au contraire une dictature pour briser, juguler le prolétariat et toutes les classes exploitées. Comme tous les autres pays de l'Est. Comme le fut le pouvoir de Staline, établi sur le massacre de toute cette génération de véritables communistes qui ont fait la Révolution russe de 1917 non pas pour emprisonner la société au nom d'une idéologie quelconque, fût-elle baptisée «marxisme-léninisme», mais au contraire pour la libérer de toutes les chaînes. Des chaînes de l'oppression policière, comme de celles, plus subtiles, de l'exploitation, même sous un régime démocratique.

La dictature en Union Soviétique ou dans les pays de l'Est n'a jamais gêné les dirigeants du monde impérialiste dit démocratique. Des dictatures, ils en ont secrété, suscité ou soutenu d'autres, dans leur sphère d'influence souvent, et parfois, comme dans le cas de l'Allemagne de Hitler, à domicile. Et ils avaient beau savoir que Staline avait le sang de millions de victimes sur les mains, ils savaient pactiser avec lui, contre les peuples, à Yalta ou ailleurs. Comme ils savaient s'entendre avec les clones

UN PROCÈS POUR LA GALERIE

Que Ceausescu ait été exécuté sommairement, ce n'est pas nous qui le plaindrons.

Mais l'hypocrisie de son simulacre de procès, conduit par des gens sûrement pas meilleurs que lui et ne posant des questions, absurdes, dans le plus pur style stalinien, que pour la galerie, voire pour blanchir l'état-major (du style *«Pourquoi avez-vous fait habiller en militaires des policiers de la Securitate» ?*) ne peut que montrer le profond mépris dans lequel les nouveaux (et ex-) dirigeants du régime tiennent la population.

Roumanie

MAINTENANT ? = En France

W. Stevens / Gamma

Des ouvriers armés à l'entrée d'une usine de Bucarest.

STALINISME MORIBOND, COMMUNISME SURVIVRA

multiples du «petit père des peuples» dans les pays de l'Est.

Le mouvement ouvrier révolutionnaire payera sans doute quelque temps, dans les pays de l'Est, la facture de la dégénérescence stalinienne de l'Etat soviétique. Mais le gros de la facture, il l'a déjà payé bien avant, au temps où le stalinisme passait pour l'incarnation du communisme et pesait de toute son autorité néfaste sur le mouvement ouvrier. Et où, grâce à cette supercherie justement, le stalinisme a été un des moyens les plus efficaces de tromper la classe ouvrière, de la juguler et, par là même, le principal moyen de consolidier le système capitaliste.

Ce qui aurait pu être enterré dans les pays de l'Est, ce n'est pas le communisme, c'est sa caricature, son contraire, son cadavre déjà momifié : le stalinisme. Mais malheureusement, il n'est même pas mort. Il est trop utile, non seulement à la bureaucratie soviétique mais même à la bourgeoisie, pour mourir tout seul. Il essaie seulement de changer de peau et de nom, car aujourd'hui c'est seulement de cette façon qu'il peut espérer faire oublier le passé, le discrédit qui en découle. Mais c'est encore pour pouvoir servir la cause des inégalités et des privilèges.

Mais le communisme, lui, ne pourra mourir que lorsque le capitalisme sera mort. Car le communisme, c'est l'aspiration de la classe ouvrière à la fin de l'exploitation ; c'est l'aspiration de toutes les classes pauvres à l'égalité, à une vie digne des êtres humains ; c'est le mouvement enfin de toute la société vers une organisation plus rationnelle de ses ressources et de ses possibilités, humaines et matérielles, que ne l'est le système capitaliste.

Et ces aspirations renaissent sans cesse, même lorsqu'on croit les avoir étouffées, aussi sûrement que le système capitaliste engendre l'inégalité, l'accumulation des richesses à un pôle, la famine et la misère à l'autre. Elles renaissent aussi sûrement que le système capitaliste suscite des régimes dictatoriaux, oppressifs, car les inégalités sociales engendrent inévitablement l'oppression.

C'est bien pourquoi ce ne sont certainement pas les révolutionnaires communistes qui déploreront que les dicatatures de l'Est, masquées du nom du communisme ou du socialisme, changent ou tombent – fût-ce au profit de régimes qui affirment aujourd'hui être ouvertement pour le sytème capitaliste, là où hier elles affirmaient faussement être socialistes.

La réalité n'en devient pas pire – car cela n'est guère possible – mais elle devient au moins plus claire. C'est bien pourquoi, aussi, les révolutionnaires communistes, les trotskystes, qui ont de tout temps dénoncé et combattu ces régimes, n'ont aucune raison de penser que la cause du communisme est déconsidérée.

C'est le capitalisme qui l'est, et l'influence qu'il est capable d'exercer sur le mouvement ouvrier lui-même et sur ce que le mouvement ouvrier a produit dans le passé. Car le visage hideux qu'a pris l'URSS stalinienne et les régimes qui en sont issus, c'est à la pression de l'environnement impérialiste qu'ils le doivent.

Le communisme reste l'avenir de la société.

LES JÉSUITES

La chute de Ceausescu fournit l'occasion d'une offensive en règle contre la direction du PCF en général, et Marchais en particulier. L'offensive vient, du dedans, du côté des reconstructeurs et, du dehors, d'à peu près tout l'éventail politique.

Il faut, à coup sûr, un sacré culot à la direction du PCF pour prétendre, comme elle vient de le faire il y a peu par la bouche de Gremetz, qu'elle *«n'était pas bien informée»*. Les dirigeants staliniens ont beau avoir depuis longtemps renié Staline, ils restent tels qu'en eux-mêmes : des crapules cyniques et des menteurs.

Mais enfin, ceux qui les attaquent aujourd'hui sont-ils plus honnêtes ? Ces dirigeants reconstructeurs du PCF n'étaient-ils donc pas informés eux non plus, il y a dix ans, il y a vingt ans, il y a trente ans, de ce qu'étaient les pays de l'Est ? Quand les a-t-on donc entendus dénoncer ou rompre avec une direction du PCF qui soutenait alors, avec autrement plus d'ostentation qu'aujourd'hui, les dictatures de l'Est, les procès staliniens, les exécutions sommaires, les interventions des troupes russes à Berlin-Est, à Budapest, à Prague ?

Et, pour franc salaud qu'il soit, Marchais, avec ses «bilans globalement positifs» pour les pays de l'Est ou ses vacances en Roumanie en hôte de Ceausescu, est-il donc plus hypocrite que ces Giscard, Chirac, Mitterrand, qui ont tous défilé chez le dictateur roumain ou qui l'ont reçu en grande pompe à Paris et qui, avec les autres dirigeants de l'Ouest comme de l'Est, ont contribué à fabriquer Ceausescu, en lui accordant, du dehors, le crédit qu'il n'avait pas, à l'intérieur, auprès de son peuple ?

Le *Canard Enchaîné* publie un récapitulatif éloquent de *«ces Français chavirés par le «Danube de la pensée»*. A ceci près que, si un Giscard *«allait tirer quelques cartouches dans les Carpates entre deux safaris chez Bokassa»*, ce n'était pas uniquement par amour de la chasse. Mais la France – c'est-à-dire Dim, qui fait faire entre le quart et le tiers de ses fabrications de collants à Arad ; Renault, qui avait réussi à vendre des licences pour fabriquer les voitures Dacia ; Citroën, qui y produisait les voitures Axel ; et bien d'autres encore, dans le textile, l'ameublement, l'aluminium (Péchiney) ou la pétrochimie – y avait des intérêts. Après tout, faire des battues avec Ceausescu n'était pas plus indigne que participer au sacre de Bokassa – et c'était pour la même bonne cause : celle des industriels et des financiers français.

SUR LES TROTTOIRS DE PARIS

Ah ! qu'elle est belle, la presse dite libre de ce pays dit libre qu'est la France !

Dans un aveu tardif et bien hypocrite, Claude Cheysson a révélé que le prétendu suicidé retrouvé en 1984, sur le trottoir de l'ambassade de Roumanie, était le corps d'un homme torturé avant d'avoir été assassiné puis défenestré manifestement un oppositionnel exécuté dans les locaux même de l'ambassade. Et les journalistes de se déchaîner pour demander des comptes au dernier en date des ambassadeurs de Ceausescu.

Ledit ambassadeur n'était pas encore en poste à Paris en 1984 – ce qui n'empêche sans doute pas qu'il soit une belle crapule. Mais le ministre de l'Intérieur français, lui, est le même. Et si l'ambassade bénéficie du privilège de l'exterritorialité, ce n'est pas le cas, à ce qu'on sache, des trottoirs qui passent devant. Ce sont bien des flics français qui ont ramassé le cadavre. Pourquoi et avec la complicité de qui l'affaire a-t-elle été dissimulée ? Pourquoi n'a-t-on pas fait, à l'époque, un scandale ? Pourquoi le gouvernement français n'a-t-il pas protesté, en faisant au moins le geste de déclarer l'ambassadeur de l'époque «persona non grata» ?

Mais voilà des questions qui n'intéressent pas les médias, trop préoccupés, comme les milieux politiques dirigeants, à rejeter la responsabilité de la dictature et de ses crimes sur le seul couple Ceausescu pour s'occuper de leurs complices du dedans... et du dehors.

LE BOUC ÉMISSAIRE

F. Apesteguy / Gamma

Ceausescu chassant avec son hélicoptère privé.

Ceausescu, une fois renversé et sommairement exécuté, n'aura pas seulement servi de bouc émissaire à l'usage de ses ex-complices devenus ses successeurs. Il sert à blanchir indirectement tous les dignitaires des autres pays de l'Est qui ont eu l'intelligence de se poser en «réformateurs», en «démocrates», quelques années voire quelques mois avant que Ceausescu tombe.

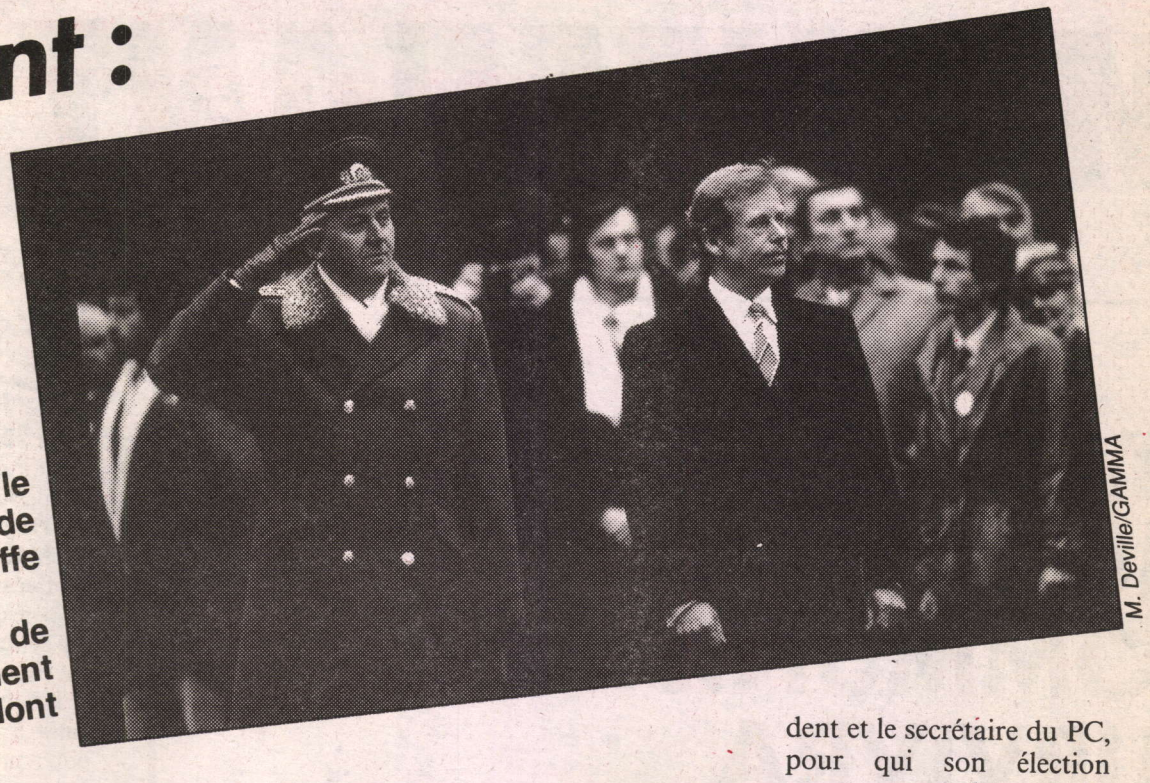
Tyran monstrueux, paranoïaque sanguinaire, oppresseur infâme, Ceausescu ? Assurément !

Mais tout de même, son régime a-t-il été plus sanglant que celui d'un Kadar en Hongrie, salué pourtant avant sa mort par la presse internationale comme l'initiateur du mouvement de réforme, mais dont le régime avait été fondé sur l'écrasement de la révolution de 1956 par l'armée russe qu'il a cautionnée et servie ? Et l'Allemagne de l'Est est-elle devenue démocratique simplement parce qu'on a écarté du pouvoir le vieux dictateur Honecker, puis son successeur Krenz, pour laisser la place à une plus jeune génération, grandie au service de la dictature, et qui s'appuie sur les mêmes Vopos qui, il y a quelques mois encore, tiraient à vue sur tous ceux qui tentaient de franchir illégalement la frontière ? Et tous les autres pays de l'Est, dont les régimes se sont badigeonnés d'un peu de vernis parlementaire pour éviter justement des explosions populaires, mais dont l'appareil d'Etat, la police, politique ou pas, l'armée, l'administration sont les mêmes qu'au temps de la dictature ouverte ?

Mais il est vrai qu'ils se sont rapprochés de l'Occident, et cela mérite qu'on leur accorde le label de démocraties. Ne serait-ce qu'indirectement, en faisant de Ceausescu un épouvantail unique en son genre, permettant de mieux blanchir les vrais soutiens du régime, l'armée et l'appareil d'Etat, sans compter tous les profiteurs petits et grands qui auront su, à temps, passer du côté de la «démocratie» en gardant les privilèges, avec la bénédiction et le soutien de l'Occident.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Vaclav Havel président : CONTRE-COUP À PRAGUE


M. Deville/GAMMA

Suivant un scénario sans à-coup notoire, Vaclav Havel a été, le 29 décembre, élu à l'unanimité président de la République de Tchécoslovaquie par les députés du Parlement fédéral (qui coiffe les assemblées tchèque et slovaque).

Il avait été fait état dans la presse de velléités de la part de Dubcek de rivaliser avec lui pour ce poste. Mais finalement Dubcek a été casé à la présidence de ce Parlement fédéral... dont il n'était pas membre.

Qu'à cela ne tienne : une manipulation mise au point lors de la «table ronde» qui a réuni les responsables de l'appareil du PC et les dirigeants du Forum Civique, entraînant la démission de députés particulièrement compromis dans le régime stalinien, a permis à un certain nombre de personnalités proposées par les partis politiques, avec l'accord du Forum Civique, de devenir députés. Et ce fut notamment le cas, bien sûr, de Dubcek qui, dans le même mouvement, a été désigné comme président du Parlement, un certain Kukral, qui occupait la place, ayant été rétrogradé au rang de vice-président.

Ces méthodes d'appareil n'ont évidemment rien de nouveau pour les membres du Parlement-croupion hérité tel quel, à ces minimes retouches près, du régime de Husak et Jakes. Elles n'ont pas dû paraître originales non plus aux yeux de Dubcek qui lui-même, en son temps (janvier 1968), avait accédé à la tête du PC tchécoslovaque moyennant des manœuvres bureaucratico-policières soigneusement contrôlées d'en haut.

Et il faut croire que Vaclav Havel, dissident et emprisonné hier, militant de la Charte 77 dont il disait qu'elle était d'abord *«une œuvre de redressement éthique»*, n'a lui non plus rien à redire au fait d'être porté au pouvoir par un Parlement composé pour sa grande majorité d'élus des temps de la «normalisation», et d'entendre prononcer son éloge officiel par Marian Calfa, chef du gouvernement et membre de la nomenklatura stalinienne.

Tout baigne, en somme. Un diplomate ouest-allemand aurait commenté cette passation des pouvoirs en disant que les dirigeants tchécoslovaques *«sont sortis du stalinisme avec élégance»*...

Une équipe remplace tranquillement l'équipe discréditée et s'apprête à organiser des élections libres (dans plusieurs mois, tout de même). Sous la houlette d'un président qu'on présente comme *«le meilleur garant possible de la démocratie tchécoslovaque»*, elle vise à renouer avec le passé de la Tchécoslovaquie d'avant la mainmise stalinienne, puisque le Kremlin en laisse désormais la possibilité.

En février 1948, ce qu'on a appelé en Occident le «coup de Prague» avait en effet mis fin au gouvernement de coalition formé depuis 1946 entre le PC et les divers partis bourgeois existants, et propulsé le stalinien Klement Gottwald à la tête du pays, à la place du libéral Bénès. Aujourd'hui, Havel reprend solennellement, l'ancien usage consistant à se faire bénir par l'Eglise catholique, et nomme comme ministre de l'Intérieur un homme d'un petit parti d'inspiration catholique.

Et il a, selon toute apparence, l'accord y compris des responsables ci-devant staliniens tels que le président et le secrétaire du PC, pour qui son élection *«renoue avec la tradition historique selon laquelle le plus haut poste de la République socialiste de Tchécoslovaquie doit être occupé par une personnalité située en dehors des partis politiques, jouissant du respect général et d'une autorité internationale»*.

Au tic de langage près, qui fait que ces messieurs parlent encore de «République socialiste» alors que Havel, pour sa part, s'est dispensé dans sa prestation de serment de jurer comme son prédécesseur Husak *«fidélité au socialisme»*, on peut dire que l'ensemble de la classe dirigeante tchécoslovaque est sur la même longueur d'onde.

Christiane LE GUERN

URSS

L'EXTRÊME-DROITE EST AUSSI CON QU'AILLEURS

Une dizaine de mouvements nationalistes russes ont rendu publique une plate-forme politique commune, établie en vue des élections locales qui devraient avoir lieu dans quelque temps.

Les quelques extraits de cette plate-forme qu'en donne le journal *Le Monde* semblent instructifs.

On y trouve d'abord les attaques contre la gauche ainsi que les peuples non russes : *«Trop de concessions sont faites aux séparatistes et à toutes sortes de «radicaux de gauche», prêts à diviser l'Union Soviétique et à brader à des partenaires occidentaux nos richesses nationales»*.

On y trouve la flatterie envers l'armée et la police : *«Pour sortir de la crise, pour lutter contre la délinquance, pour conserver l'indépendance et la puissance de la Russie soviétique, il faut une armée du peuple moderne, encadrée par un corps d'officiers de valeur, des forces de l'ordre fortes et autoritaires»*.

On y trouve la volonté de ramener la femme à une position subalterne et inférieure, puisque ce programme promet *«la délivrance de la femme de son émancipation forcée* (sic) *et son retour au foyer, où elle accomplira son rôle de mère»*.

On y trouve même la démagogie classique qui consiste à rendre responsable ceux que l'on opprime des maux et de la crise du système. Ici cela s'appelait naguère le «cartiérisme», du nom d'un journaliste qui prétendait que les difficultés des paysans ou des travailleurs de France venaient... du fait qu'elle versait trop de subventions à l'Afrique. Là-bas, les cartiéristes russes invitent la Russie à cesser *«sa pratique vicieuse de subventions de dizaines de milliards de roubles»* visant à créer dans les autres régions *«un niveau de vie artificiel»*.

Bref, la réaction russe ne semble pas avoir fait beaucoup d'efforts pour chercher un programme original et se contente de démarquer trait pour trait les inepties de l'extrême-droite de l'Occident. Tant pis pour ses prétentions à défendre une culture spécifiquement russe !

Nous ne savons pas quelle est l'audience réelle de cette extrême-droite russe. Les prochaines élections, si elles sont un peu libres, nous le diront peut-être. Son «programme» nous indique seulement qu'elle n'a rien à envier à son homologue occidentale, les Le Pen et consorts, du point de vue de la crasse intellectuelle, des préjugés réactionnaires et de la volonté de jouer démagogiquement sur l'ignorance et la sottise.

Mais que de pareils courants réapparaissent au grand jour dès que la dictature bureaucratique se relâche un peu, juge aussi et d'abord cette dictature et l'oppression matérielle et culturelle qu'elle a fait peser sur les peuples soviétiques.

60 ans de «socialisme» stalinien pour créer des Le Penoff. Quel bilan !

J.M.

Zoja Pictures/GAMMA

Une réunion du mouvement «Pamiat» célébrant les deux guerres mondiales. Avec portrait du Tsar Nicolas II et présence de dignitaires de l'Eglise.

Jérusalem : LA POLICE CONTRE LES MANIFESTANTS PALESTINIENS... ET ISRAÉLIENS

GAMMA

Matraquage à Jérusalem.

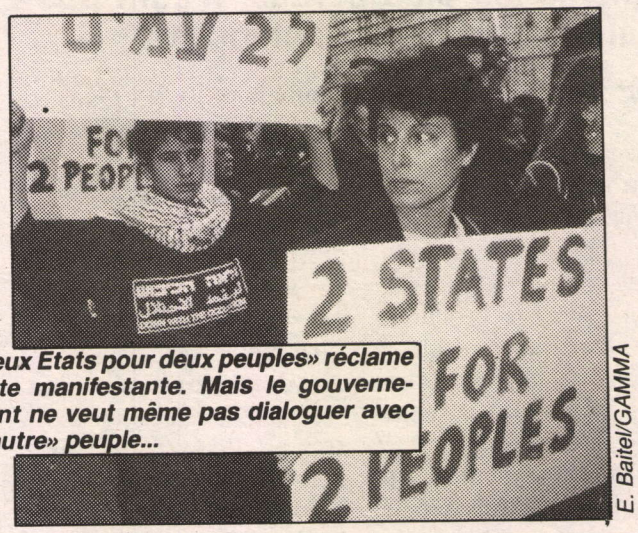
Que des Israéliens et des Palestiniens manifestent la main dans la main, voilà qui est trop pour les gouvernants israéliens. Cette manifestation, organisée samedi 30 décembre en pleine ville de Jérusalem, a fait l'objet d'un tabassage en règle. Matraquages, charges à cheval, tirs tendus de grenades lacrymogènes et de balles en caoutchouc, canon à eau ayant crevé un œil à une femme qui regardait la scène de la fenêtre d'un hôtel : tout a été fait en règle.

La manifestation, intitulée *"1990 : le temps de la paix"*, était due à l'initiative des pacifistes israéliens de *"La paix maintenant"* et de personnalités et associations palestiniennes proches de l'OLP. Elle a rassemblé, selon les sources, de 15 000 à 30 000 personnes, sur le thème *"la paix et la sécurité pour les deux peuples"*.

Les dirigeants israéliens reprochent habituellement aux Palestiniens des territoires de ne manifester que des pierres à la main, et justifient ainsi la répression acharnée de la police et de l'armée. Eh bien, il faut conclure que, pierres dans les mains ou pas, Palestiniens ou Israéliens, les manifestants ont droit au même traitement.

ISRAËL

SCÈNES DE MÉNAGE AU GOUVERNEMENT À PROPOS DES CONTACTS SECRETS AVEC L'OLP



«Deux Etats pour deux peuples» réclame cette manifestante. Mais le gouvernement ne veut même pas dialoguer avec «l'autre» peuple...

E. Baitel/GAMMA

La crise gouvernementale qui s'est ouverte en Israël le 31 décembre a fini aussi vite qu'elle avait commencé. Le 2 janvier, un compromis a été trouvé, qui semble y avoir mis fin. Un ministre avait été limogé, puis réintégré. Elle n'aura donc été, semble-t-il, qu'un accroc de plus dans les relations souvent mouvementées des deux partis de la coalition au pouvoir : le Parti Travailliste de Shimon Peres et le Likoud de l'actuel Premier ministre Itzhak Shamir. Elle a touché le problème-clé de la politique israélienne : l'ouverture ou non de négociations avec l'OLP sur l'avenir des territoires occupés.

Yitzhak Shamir a ouvert la crise en annonçant sa décision de limoger le ministre de la Science, le travailliste Ezer Weizman, en raison de ses contacts avec l'OLP de Yasser Arafat. Selon Shamir, Ezer Weizman *"a rencontré il y a quelque temps un responsable de l'OLP dans un pays européen : il a adressé des messages au chef de l'OLP et même reçu des messages de ce dernier par l'intermédiaire d'un émissaire"*. Or une loi israélienne promulguée en 1986 interdit expressément tout contact avec l'OLP ; et le programme du gouvernement d'union nationale du Likoud et des travaillistes l'exclut également ; et surtout, la position du gouvernement israélien est toujours, du moins officiellement, de ne pas discuter avec l'organisation palestinienne, qualifiée tout simplement de "terroriste".

Ezer Weizman. (AFP)

Mais justement, le résultat de cette petite crise gouvernementale est de montrer, non seulement que des tractations ont lieu en coulisse, ce que chacun savait, mais même que le gouvernement israélien y prend sa part.

DES ELECTIONS, MAIS AVEC QUI ?

La réponse officielle du gouvernement Shamir-Peres aux revendications palestiniennes est actuellement le plan pour la tenue d'élections dans les territoires occupés, rendu public en mai dernier. Selon ce plan, des élections seraient organisées en Cisjordanie et à Gaza par les autorités israéliennes. Elles permettraient de désigner une "délégation" palestinienne, et c'est avec celle-ci qu'Israël pourrait négocier l'avenir des territoires, puisqu'il n'est pas question de négocier avec l'OLP.

De leur côté, les Etats-Unis ont ouvert un dialogue avec l'organisation palestinienne et lancé le "plan Baker". Celui-ci est également centré sur un plan d'élections dans les territoires occupés, mais prévoit que celles-ci seraient préparées conjointement avec des représentants palestiniens qui ne seraient pas officiellement des membres de l'OLP, mais qui pourraient en être proches.

Entre le gouvernement israélien qui ne veut pas entendre parler de dialogue avec l'OLP et l'OLP qui veut évidemment être partie prenante dans tout dialogue éventuel, les élections dans la version Baker, mais aussi dans la version Shamir, pourraient donc établir un pont. Toute la question est de savoir quelles garanties seraient données à l'OLP et jusqu'à quel point elles seraient publiques, tandis que de son côté le gouvernement israélien et en particulier le Likoud veulent éviter de heurter leur électorat et de donner prise à la surenchère de l'extrême-droite, et ne démordent donc pas, pour l'instant, de leur position officielle de refus du dialogue avec l'OLP...

LES CONTACTS AVEC L'OLP

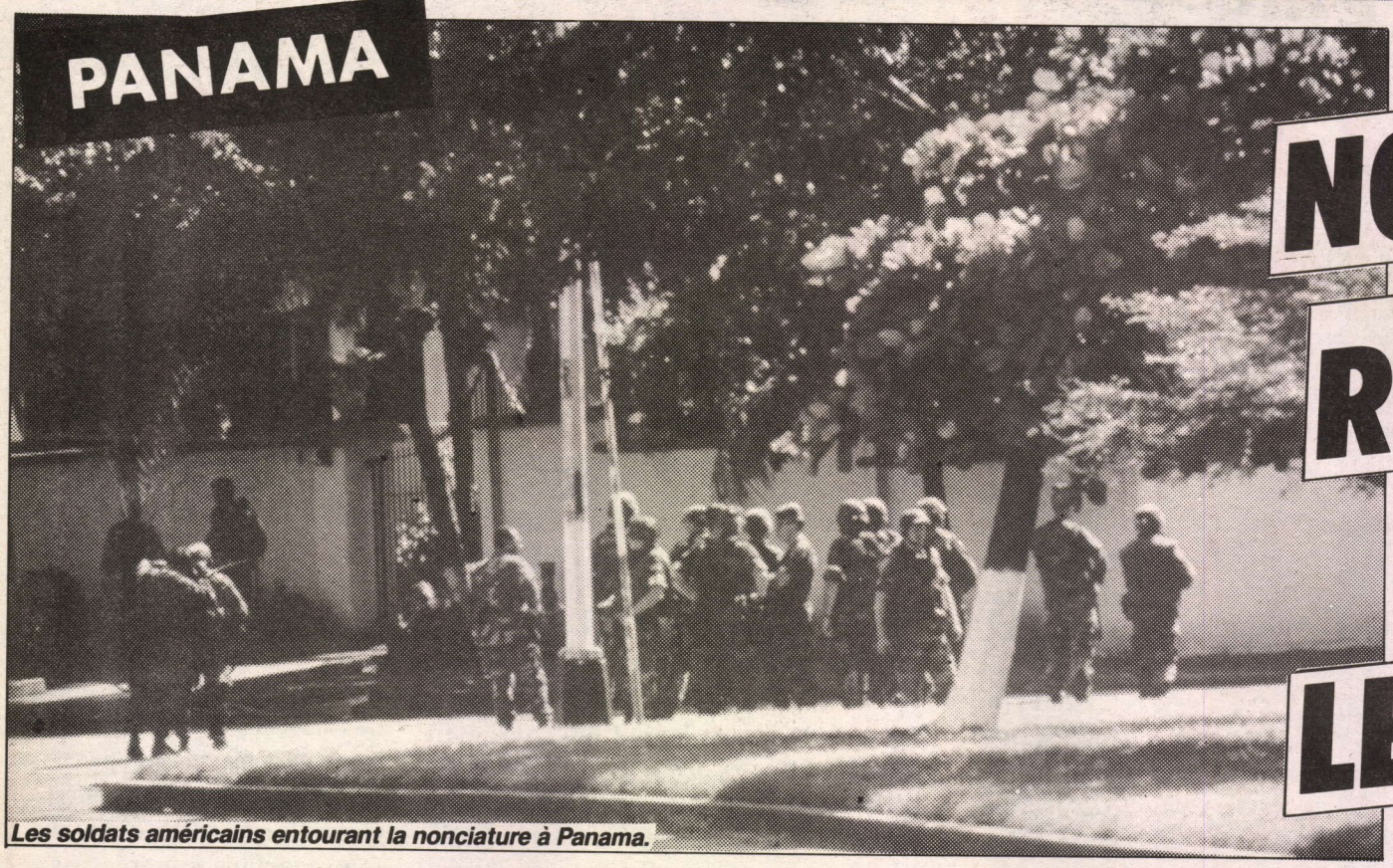
Apparemment, c'est justement à rapprocher ces points de vue divergents que s'employait Ezer Weizman. Ses contacts avec des émissaires de l'OLP auraient consisté à étudier comment celle-ci pourrait "contourner" le plan gouvernemental d'élections dans les territoires, c'est-à-dire en fait y participer, probablement par l'intermédiaire de personnalités de Cisjordanie ou de Gaza, non membres officiellement de l'organisation palestinienne, mais disposant de son feu vert. Yitzhak Shamir, en déclenchant la crise, s'est scandalisé de l'existence de tels contacts. *"La coupe était pleine. Je devais agir"*, a-t-il déclaré. Mais le résultat de toute l'affaire est, au fond, que ces contacts ont été officialisés.

Car, au terme du compromis trouvé entre les deux partis de la coalition, Ezer Weizman n'est plus membre du cabinet restreint du gouvernement, mais garde tout de même son portefeuille de ministre de la Science. Ce qui revient à dire qu'il pourra continuer ses contacts, sans engager officiellement le gouvernement mais en en étant très proche, tandis que Shamir et même Peres auront pris leurs distances d'avec les initiatives d'Ezer Weizman. Le coup d'éclat de Shamir aura permis à celui-ci — du moins c'est sans doute ce qu'il espère — de sauvegarder face à l'électorat de droite son image d'intransigeance, tout en officialisant une certaine forme de relations avec l'OLP.

De mini-crise en révélations calculées, on apprend ainsi qu'une tentative de règlement est en cours, bien laborieusement il est vrai. Après 22 ans d'occupation, plus de deux ans d'Intifada en Cisjordanie et à Gaza, elle pourrait aboutir à l'établissement d'une autorité palestinienne dans les territoires occupés ou une partie de ceux-ci. A condition que l'extrême-droite israélienne et les colons des territoires finissent par laisser faire ; et à condition aussi que cette solution, qui contenterait sans doute les dirigeants palestiniens en leur donnant un Etat — même bien petit — et des postes, ait l'aval des Palestiniens qui manifestent depuis deux ans et dont certains attendent peut-être autre chose qu'un simple changement de nationalité de la police.

André FRYS

PANAMA



GAMMA

Les soldats américains entourant la nonciature à Panama.

NORIEGA RÉFUGIÉ CHEZ LES BORGIA

On ne saurait pour le moment encore dire si l'ancien dictateur du Panama a eu la chance ou pas de pouvoir se réfugier à la nonciature – l'ambassade du Vatican – et si l'accueil que l'Eglise réserve à tous ses fils, même les plus perdus, n'aura pas été le prélude d'une livraison au «Grand Satan» américain.

Toujours est-il que le «Monsignore» qui occupe les lieux, le dénommé Loboa, et derrière lui le Vatican, ne se préoccupaient plus ces derniers jours que de sauver la face. Pas question de remettre directement Noriega aux Américains non. Mais pourquoi pas le mettre dehors... à la grâce de dieu...

Jusque-là, Monseigneur Loboa a toujours entretenu d'excellentes relations avec le régime de Noriega. Lorsqu'il est arrivé à Panama en 1982, il avait envoyé une lettre élogieuse au dictateur à propos d'un de ses livres, mais il prétend aujourd'hui que c'était *«pour faire plaisir aux Américains»* ! Faire plaisir aux Américains et faire plaisir aussi à Noriega, là est toujours la question aujourd'hui. Un Jésuite finira bien par trouver la réponse.

Une solution a failli être trouvée avec le procureur général panaméen qui a proposé de faire le procès de Noriega à Panama même. Cette fois c'est le nouveau président Guillermo Endarra qui a refusé, à l'idée de toutes les révélations qui allaient s'en suivre sur le nouveau régime...

Même les Américains semblent faire la moue devant la possibilité d'un procès aux Etats-Unis... au cas où ils arriveraient à récupérer leur ancien protégé vivant (mais le souhaitent-ils ?). Dans ce cas, Noriega ne révèlerait-il pas les détails sur la façon dont il a pris le pouvoir au Panama avec la bénédiction de la CIA dont il était un agent zélé, renseignant les USA sur Cuba et le Nicaragua à l'occasion ? Ne donnerait-il pas d'autres détails sur ses rencontres en 1976 et 1983 avec son patron, un dénommé George Bush, alors chef de la CIA ? Et puis, Noriega a sans doute aussi des choses intéressantes à dire sur les limites un peu floues entre le milieu, la Mafia, les trafiquants de drogues «panaméens», et les banquiers, affairistes et services secrets américains.

La meilleure solution, qui aurait mis d'accord le président américain, le pape, et pas mal de gens derrière eux, aurait été que Noriega se soit contenté de mourir dès les premiers échanges de coups de feu entre les troupes américaines et l'armée panaméenne. Ou bien, pourquoi pas, qu'un assassin enlève «spontanément» Noriega à la justice américaine et panaméenne, et que l'assassin soit lui aussi assassiné, comme on l'a vu faire pour Kennedy.

Mais Bush n'a décidément pas de chance (quelle idée aussi de baptiser l'opération anti-Noriega «juste cause» !), guère plus qu'en eut en son temps Carter avec les Iraniens.

Bush a eu beau mettre le paquet, doubler les troupes américaines en ajoutant aux 12 000 hommes déjà stationnés à Panama 13 000 GI's en renfort, quinze jours après il ne savait pas encore comment il se sortirait de cette cause juste devenue si trouble.

Gorbatchev lui-même s'en est sorti plus rapidement avec le couple Ceausescu. Et pourtant...

La médaille des pourris

Le général Noriega est une crapule, chacun en convient, et depuis de longues années. Cela n'a pas empêché les autorités françaises de lui décerner le grade de commandeur de la Légion d'honneur en février 1987. On aimerait bien savoir pour quelle action méritoire...

Mais ce n'est pas pire que d'avoir accueilli cette autre crapule qu'est Duvalier – qui valait bien Ceausescu – et qui coule des jours paisibles sur la Côte d'Azur avec le magot qu'il a volé aux Haïtiens du temps de sa dictature.

Les pourris sont des pourris, mais que dire de ceux qui les décorent ou les hébergent ?

POLOGNE

L'ANNÉE DES VACHES MAIGRES

Le gouvernement polonais met en œuvre sans tarder son plan d'austérité annoncé en décembre. C'est ainsi que des hausses de prix véritablement drastiques ont été appliquées au 1er janvier : les prix de l'électricité, du gaz domestique, du chauffage central sont multipliés par six ! Déjà les postes, les transports long parcours, les automobiles avaient augmenté. Et ce n'est pas fini, car le gouvernement, soutenu par Solidarité, poursuit le même objectif que son prédécesseur : aboutir le plus vite possible à la vérité des prix, c'est-à-dire cesser toute subvention de l'Etat, pour en revenir aux «libres» prix du marché. D'ores et déjà il a déclaré que, malgré ces hausses impressionnantes, les prix de l'énergie ne correspondaient pas encore à cette fameuse vérité des prix, annonçant ainsi par avance de futures augmentations.

Et parallèlement, toujours au nom de la liberté du marché, cette fois du marché international, le gouvernement a décidé de dévaluer une nouvelle fois la monnaie nationale, le zloty, de plus de 30% pour avoisiner les cours du marché noir. C'est la onzième fois que le gouvernement Mazowiecki dévalue le zloty !

Le rétablissement complet du marché libre, en ce qui concerne le commerce intérieur et le commerce extérieur, aboutit à un renchérissement sans précédent du coût de la vie. Cela profitera certainement à une minorité de privilégiés qui auront les moyens de profiter d'un approvisionnement d'autant plus abondant que la majorité de la population ne pourra que regarder les vitrines bien achalandées mais ne pourra certainement pas les dévaliser faute de pouvoir d'achat. Il en sera de même pour les produits, bientôt importés librement eux aussi.

La politique gouvernementale est manifestement au service des plus riches et si Solidarité a accepté de gouverner c'est pour servir avec plus d'efficacité ces catégories favorisées en utilisant son crédit pour tenter d'empêcher que la population ne se révolte contre ces attaques en règle. Walesa lui-même a demandé aux travailleurs de ne pas s'opposer au plan d'austérité du gouvernement.

Les travailleurs polonais n'ont manifestement rien à gagner à faire confiance à un gouvernement qui prétend les sacrifier, eux et toute la population pauvre, pour le bien du pays, c'est-à-dire pour le bien des riches et des banquiers occidentaux. Il est évident que la classe ouvrière polonaise a besoin d'une autre politique débarrassée de toutes illusions dans les dirigeants de Solidarité. Mais ces illusions c'est peut-être justement la politique «radicale» du gouvernement qui est en train de les faire tomber.

Dominique CHABLIS

PAS DE QUOI SE MARÉES

La marée noire qui risque de polluer les côtes marocaines serait deux fois plus importante que la dernière en date, du 24 mars dernier en Alaska.

Les marées noires se succèdent et se ressemblent depuis que, suite à la fermeture du canal de Suez, les armateurs se sont lancés dans la construction de pétroliers géants pour passer par le sud de l'Afrique. Torrey Canyon en 1967, Olympic Bravery en 1976, Amoco Cadix en 1978, Exxon Valdez en 1989, etc., 9 pétroliers géants ont sali, détruit des kilomètres de plages en Angleterre, France, Espagne, Afrique et jusqu'en Alaska.

Les armateurs ont su faire construire des pétroliers gigantesques... mais n'ont pas su les empêcher de faire naufrage ni de prendre feu. Ce ne serait pourtant pas les procédés qui manqueraient. Le commandant Cousteau les a énumérés de nouveau sur les antennes télévisées : doubles coques, doubles gouvernails, doubles moteurs, et surtout tonnages limités qui limiteraient les catastrophes et rendraient les pétroliers plus maniables que les actuels monstres flottants. Il a aussi dénoncé les pavillons de complaisance, et les brevets de pilote de complaisance qu'on pouvait acheter pour deux cents dollars au Libéria... entre autres exemples.

(AFP)

Bien sûr, il serait possible aux Etats de refuser l'entrée des navires dangereux dans leurs ports. Mais les Etats sont complices des compagnies pétrolières coupables, alors...

Et puis quand, comme dans ce cas, le naufrage a eu lieu un 19 décembre et que l'appel au secours du gouvernement marocain n'a été entendu et répercuté que le 31 décembre... parce qu'entre temps, pendant douze jours, armateurs, compagnies d'assurances et sociétés de dépannage se renvoyaient la balle à qui paierait la note et discutaient des coûts du remorquage en mer... avant d'entreprendre toute manœuvre... il y a vraiment de quoi se fâcher tout rouge.

En bref

BONNE ANNÉE ET BONNE SANTÉ POUR LA FINANCE

Après le record de 1988 qui avait vu progresser les cotes de la Bourse de Paris de plus de 50%, 1989 a été meilleure que prévu avec une augmentation de 33% en dépit du mini-krach du mois d'octobre.

Des chiffres à comparer avec ceux de l'augmentation des salaires... et à les faire pâlir.

L'ACIER ET LE SANG

Selon la CFDT, en un an (de septembre 1988 à décembre 1989), il y a eu 25 morts dans la Sidérurgie (dont 12 chez les employés des sous-traitants). Il y a moins de personnel mais toujours autant de morts et de blessés. Il y a aussi beaucoup plus de profits et ceci explique cela.

L'argent des patrons se gagne aussi avec le sang des ouvriers.

YOUPPIE !

Dans la région parisienne, les fétards et autres joyeux drilles peuvent se réjouir. A la fin du mois, le RER devrait arriver dans le parc de loisirs Astérix. Quant au TGV, les travaux ont commencé sur le site d'Eurodisneyland. Mais on ne fait pas la fête tous les jours. Pour ceux qui se contentent de prendre le RER pour le boulot, c'est toujours le même entassement. Picsou se porte bien mieux que Mickey.

COMMENT S'EN DÉBARRASSER ?

L'Eglise qui a accueilli Noriega au Panama cherche à s'en débarrasser. Mais elle ne veut pas le livrer, cela ferait mauvais genre. Alors, le laisser devant la porte de la nonciature, et fermer les yeux sur ce qui se passera ensuite ? Beau sujet de débat pour les Jésuites...

L'Eglise a de solides antécédents : au temps de Jeanne d'Arc elle avait bien livré ce qu'elle appelle une sainte. Elle ne va pas se gêner pour une crapule.

AH LES CHAMEAUX !

En Libye, un équipage du Paris-Dakar s'est fait voler sa "Toyota" par deux hommes en voiture qui après lui avoir fait une "queue de poisson" l'ont menacé avec une "kalachnikov".

Faire de la poussière dans le désert pour avoir des sensations fortes, n'était-ce pas le but du Paris-Dakar ? Alors si en plus il y a de l'imprévu !

(AFP)

LE SALAIRE QUI FAIT PEUR

Les entreprises de nettoyage viennent d'augmenter le salaire minimum de 30,68 F de l'heure à 31,20 F. Soit un salaire mensuel brut de 5 273 F au lieu de 5 185 F, et de toute façon un salaire réel toujours inférieur à 4 500 F.

Dans cette société, plus on en fait moins on est payé, c'est bien connu. Ça aussi, ça mériterait un bon coup de balai.

UNE RÉVOLUTION POUR SA MAJESTÉ

Le prétendant au trône d'Albanie, ce petit pays d'Europe de l'Est pas encore touché par les changements, vient d'appeler "son" peuple à la révolte. Il espère qu'un demi-siècle de dictature royale lui aura fait oublier la dictature royale qui existait avant.

Rien de tel pour rendre les rois révolutionnaires que de les détrôner.

LES CADEAUX DU NOUVEL AN

Redevance télé, HLM, tarifs postaux, forfait hospitalier, sans compter l'EDF, la RATP, la SNCF, tout a ou va augmenter avec la nouvelle année.

Les travailleurs vont-ils continuer à "encaisser" la chute de leur niveau de vie comme ils le font depuis des années ? Les patrons peuvent se le demander. Faisons en sorte de ne pas les décevoir en leur montrant que cette fois-ci la coupe est pleine.

- PEUGEOT - Saint-Nazaire

DES INTÉRIMAIRES BRETONS RECRUTÉS PAR CARS ENTIERS POUR PEUGEOT

Dans le journal local de Ouest-France, paru avant les fêtes de fin d'année, un article a fait discuter et réfléchir de nombreux travailleurs aux Chantiers.

En effet, des intérimaires bretons sont recrutés par cars entiers pour aller travailler dans les usines de Peugeot.

Visiblement Peugeot veut rattraper le temps perdu et un rythme de production qu'il a du mal à retrouver suite au conflit qui a duré sept semaines. Et pour relancer sa production, Peugeot a besoin de beaucoup de main-d'œuvre. Alors les patrons mettent le paquet. C'est par cars entiers, depuis fin octobre, qu'ils recrutent par l'intermédiaire surtout d'ECCO à Nantes, Brest, Lorient, St-Nazaire, mais aussi à Lille, Tourcoing. Ce sont des jeunes surtout qui sont recrutés. Et, ironie, lorsqu'ils arrivent là-bas, ils sont hébergés à Beaucourt dans un ancien foyer d'immigrés fermé il y a dix ans au moment des retours massifs au pays.

L'article relate que dans ce foyer il n'y a pas d'eau chaude, les WC sont cassés, les peintures écaillées.

La plupart des jeunes ont moins de 20 ans, ils se retrouvent à la chaîne du jour au lendemain et travaillent six jours sur sept... même pendant les fêtes de Noël pour lesquelles Peugeot offre une prime de 80 F par jour, cyniquement !

Si cet article a fait discuter c'est parce qu'aux Chantiers aussi il y a eu un conflit pour les 1 500 F qui a duré trois mois et les patrons d'ici recrutent aussi beaucoup d'intérimaires pour tenter de rattraper le retard pris sur le paquebot. Des intérimaires que nous côtoyons et qui sont encore plus exploités. Et aux Chantiers également, nombreux sont les travailleurs qui ont des enfants au chômage et qui se retrouvent dans la situation des jeunes envoyés dans les usines à Peugeot ou dans les bords aux Chantiers.

Bien sûr, dans le foyer à Beaucourt, au bout de quelques semaines cela s'est amélioré. Quelques coups de peinture, quelques juke-boxes. Mais cela ne suffit pas à empêcher les jeunes intérimaires de se sentir parqués, isolés.

Un jeune de 18 ans de St-Nazaire témoigne dans le même article : «*Le pire c'est le week-end, on est sous pression toute la semaine et comme on n'a pas de voiture, on reste coincé à Beaucourt, les gens d'ici nous appellent les envahisseurs. Cent cinquante gars débarqués du Nord et de la Bretagne, ça doit leur faire peur*».

Si certains s'en vont rapidement, écœurés, nombreux sont ceux qui n'ont pas le choix.

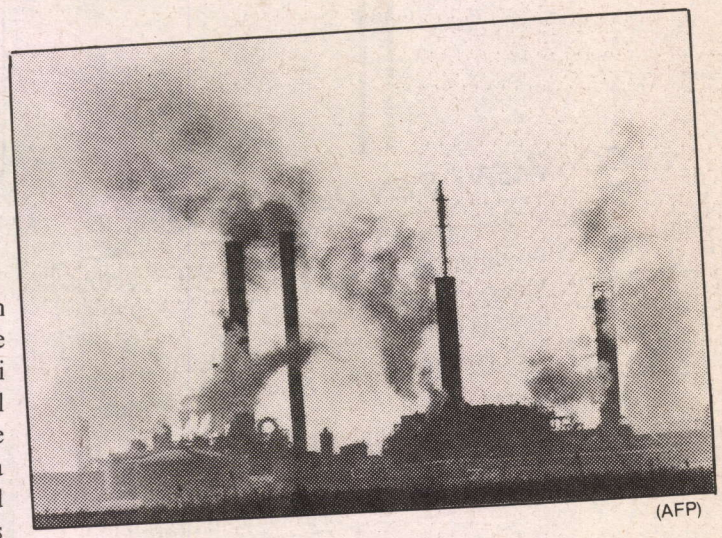
Correspondant LO

NOUVELLES ALERTES CHIMIQUES DANS LA RÉGION DES TROIS FRONTIÈRES

Jeudi 21 décembre 1989, une fuite d'acide chlorosulfonique à l'entrepôt central de citernes de l'usine Ciba-Geigy de Bâle-Klybeck a fait souffler un vent de panique sur la région des trois frontières (Suisse, Allemagne, France) où tout le monde a encore en mémoire l'accident de Sandoz en 1986.

La population de Saint-Louis-Huningue, villes françaises jouxtant Bâle, a pu voir poindre un impressionnant nuage blanc gris, pendant qu'hurlaient les sirènes à l'alerte chimique de l'usine suisse. On nous avait dit que depuis l'accident de 1986, tout était fin prêt côté français mais les belles sirènes super-performantes n'ont pas fonctionné. Et en fait rien n'a fonctionné. Ainsi les agents de la DDE (sécurité civile) de Saint-Louis ont tout de suite demandé quoi faire. Mais préfecture, gendarmerie, pompiers et municipalités ne sont pas informés et ne savent pas quelle initiative prendre. Finalement c'est la DDE de Rixheim-Mulhouse qui décide d'elle-même de bloquer l'autoroute qui mène en Suisse et qui conseille à ses collègues de Saint-Louis de bloquer les voies d'accès à la frontière suisse. Mais à Saint-Louis, pas moyen de contacter les différents agents qui sont sur les chantiers car il n'y a qu'un canal radio d'urgence et il est bloqué car tout le monde essaie de se joindre en même temps. Finalement c'est l'ingénieur qui partira en voiture à la recherche de ses subordonnés. Et le seul agent disponible part bloquer un accès à la Suisse à 700 m de l'usine accidentée. Il n'a aucun équipement et ne connaît ni la nature ni la toxicité du nuage chimique. On apprendra plus tard que c'est à cet endroit justement où une centaine de personnes furent immobilisées qu'on a mesuré le plus de gaz toxiques ! Auparavant la radio suisse demandait aux habitants de rester chez eux. Mais quand l'agent de la DDE arrive à bloquer l'accès à la Suisse, l'alerte est levée en Suisse. Il n'y aurait plus de danger. Mais c'est alors que les pompiers français, toujours pas informés sur la nature du nuage, circulent dans les rues pour demander à la population de se confiner chez elle. Il n'y a pas trace de gendarmes. Et la préfecture de Colmar reste muette. On apprendra que les responsables étaient justement en train d'étudier des plans d'intervention pour de tels accidents.

Finalement il y aura eu semble-t-il plus de peur que de mal, bien que des ouvriers aient été légèrement intoxiqués, et que nombre d'habitants aient eu les yeux qui piquent pendant quelque temps. Seulement deux jours auparavant, une nappe de pétrole était apparue sur un champ situé près d'une route nationale et à quelques mètres d'un gazoduc, à côté d'Issenheim. C'était le pipeline sud européen qui relie Fos-sur-Mer à Karlsruhe qui fuyait. On imagine la catastrophe avec le gazoduc, à la moindre inflammation. Enfin la même semaine, les presses allemande, suisse et française de la région des trois frontières publiaient les résultats d'une enquête menée par deux journalistes suisse et allemand sur la présence de 68 décharges chimiques clandestines avec au moins 50 000 tonnes de substances toxiques enfouies dans la région, dont 42 en France, entre Saint-Louis et Mulhouse. Il s'agit des dépôts des déchets depuis 1950 des usines Sandoz, Ciba-Geigy, Hoffman-la-Roche, Rhône-Poulenc, Ugine-Kühlman et quelques autres. On trouverait des déchets médicaux, des produits pharmaceutiques, des insecticides, peintures, du tanin, etc. Un écologiste allemand répertoria en 1971 le passage quotidien de 350 à 600 camions venant de Suisse vers l'Allemagne, passage qui se fit ensuite vers l'Alsace : parkings, stades de foot, gravières, décharges cachent de la terre mélangée à des déchets ou tout simplement des fûts à tête de mort. Réponses aux journalistes de Ciba-Geigy : nous voulons bien contribuer à résoudre ces problèmes mais on ne sait plus trop où on a mis les déchets. Sandoz : nous doutons de l'existence de ces décharges, étant donné qu'on déverse dans le Rhin. Et on ne tient pas de registre des déchets. Hoffman-la-Roche : pas question de rendre publics nos documents et on n'a pas de registre avant 1960.



(AFP)

(AFP)

Décontamination à l'usine Sandoz en 1986.

Correspondant LO

LEROY SOMER - Angoulême

RACHAT DE LEROY SOMER PAR EMERSON ELECTRIC : HELLO LES PROFITS !

Mardi 12 décembre, nous apprenions par les journaux qu'Emerson Electric (40 milliards de chiffre d'affaires – 70 000 salariés) allait avaler dans une OPA amicale Leroy Somer (4,4 milliards de chiffre d'affaires – 8 000 salariés dont 3 500 en Charente).

Dans la matinée, à la fonderie, le chef du département nous réunissait pour nous annoncer qu'on était maintenant les premiers producteurs du monde de moteurs... ce qui nous fait une belle jambe !

Celle qui par contre fait une belle affaire, c'est l'héritière de son grand-papa, fondateur de Leroy Somer, elle qui détenait le plus gros paquet d'actions et qui vend tout à Emerson pour la bagatelle de 700 à 800 milliards de francs. On comprend que pour elle, l'OPA soit tout à fait «amicale» !

Emerson, lui aussi, va s'y retrouver puisque des spécialistes s'attendent en 1989 à une hausse des profits du groupe de 55 % (160 millions de francs) ! (cf *Usine Nouvelle* du 14.12.89).

Quant à nous, travailleurs, nous avons seulement eu droit de la part du PDG à quelques bonnes paroles : cet accord entre Emerson et Leroy Somer est une «bonne nouvelle». Ca va amener du travail, peut-être des emplois dans... 5 ans, les statuts et avantages sociaux ne seront pas remis en cause, il n'y aura pas de restructuration et – ô joie – Leroy Somer s'appellera toujours Leroy Somer !

Dans les ateliers, les commentaires vont bon train et c'est la méfiance qui domine. Tout le monde voit bien que l'opération ne s'est faite que dans l'intérêt des possesseurs de capitaux.

Certains travailleurs craignent que les «Américains» ferment à plus ou moins longue échéance certains secteurs de l'usine pour manque de rentabilité. Personne ne peut ignorer cependant que, pour ce qui est de rentabiliser, la direction bien française et charentaise n'avait attendu les conseils de personne : des centaines de camarades ont été licenciés à coups de FNE il n'y a pas si longtemps, et les salaires sont bloqués depuis des années.

Alors, que la direction soit «française» ou «américaine», cela importe peu. Ce qui comptera, c'est que, nous travailleurs, sachions lutter pour nos intérêts, qui n'ont rien de commun avec ceux des exploiteurs !

Correspondant local

DELACHAUX - Gennevilliers

LA DIRECTION NE VEUT PAS DE LA CGT... MAIS ELLE DEVRA LA SUPPORTER

Huit mois après la grève de mars-avril sur les salaires, la société Delachaux – fief personnel de François Delachaux, le responsable des PME de l'Ile-de-France au sein du CNPF –, s'est vue infliger un deuxième camouflet par les ouvriers de l'usine de Gennevilliers.

Après la reprise du travail, plusieurs des animateurs de la grève avaient continué le combat engagé en militant au sein de la section CGT de l'entreprise. Fin avril puis en septembre, la direction avait licencié successivement deux de ces militants, espérant visiblement couper les ailes à la section syndicale.

C'est dans ce contexte que se sont tenues les premières élections de délégués du personnel depuis la grève, le 6 décembre. Pour la première fois depuis longtemps, aucune liste n'était opposée à celle de la CGT (auparavant une liste FO «encouragée» par la direction récoltait environ 30 % des voix). De toute évidence la direction cherchait à ce que le quorum ne soit pas atteint au premier tour de façon à présenter ses propres candidats sans autre formalité au deuxième tour.

Il s'en est fallu de 4 voix pour que le quorum soit atteint. Mais malgré tous les efforts de la direction, la CGT augmentait ses voix de 22 % par rapport à l'année précédente. Le surlendemain une liste de candidats se présentait contre la CGT, dont il ne faisait de doute pour personne qu'elle était «sponsorisée» par Delachaux.

Devant ce choix, les travailleurs ont tenu à marquer dans quel camp ils se trouvent. Au deuxième tour, le 18 décembre, les candidats CGT obtenaient 147 voix, soit 12 % de plus qu'au premier tour... Au total 5 élus titulaires et 4 suppléants pour la CGT contre seulement un suppléant pour l'ensemble des autres candidats qui ont dû se contenter de 29 voix.

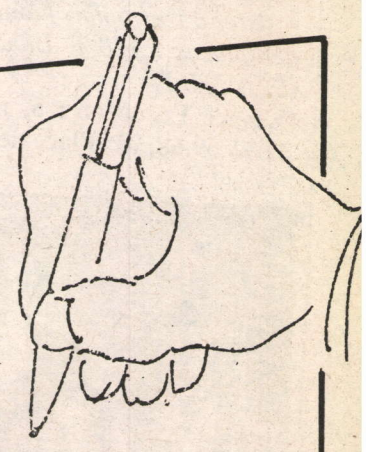
Pour tous les travailleurs de l'usine qui ont voté CGT, c'est une victoire sur un patron qui se croit encore de droit divin. Une petite victoire certes, mais qui en prépare d'autres !

Correspondant LO

(LO)

Lors de la grève.

Dans notre courrier



LE MILITANT SYNDICALISTE, LE PATRON ET L'ÉLU SOCIALISTE, À SAINT-DENIS DE LA RÉUNION

Il y a quelque temps, dans une entreprise de plomberie de Saint-Denis de la Réunion, la SIBECA, s'était constituée une section syndicale CGTR qui obtint la totalité des sièges aux élections professionnelles.

L'employeur n'appréciant pas la chose, s'en prit à l'un des délégués, dessinateur de profession, en refusant tout d'abord de lui donner du travail, puis en lui ôtant sa table à dessin.

Ces intimidations ne suffisant pas à lui faire quitter l'entreprise, le travailleur dut alors subir des agressions physiques (coups de pieds, de poings).

Notre camarade porta plainte à la gendarmerie qui refusa de l'entendre, puis au procureur de la République.

A cours d'arguments, le patron décida finalement de le licencier, sans demander l'autorisation de l'inspection du travail, comme il y était légalement tenu.

Le syndicat saisit alors le tribunal des référés du Conseil des Prud'Hommes de Saint-Denis. L'ordonnance rendue a déclaré le licenciement nul et a condamné l'employeur à réintégrer le travailleur sous astreinte de 500 F par jour de retard.

Malgré cela le patron a refusé la réintégration, dans un premier temps du moins, puisque finalement notre camarade a retrouvé son poste de travail.

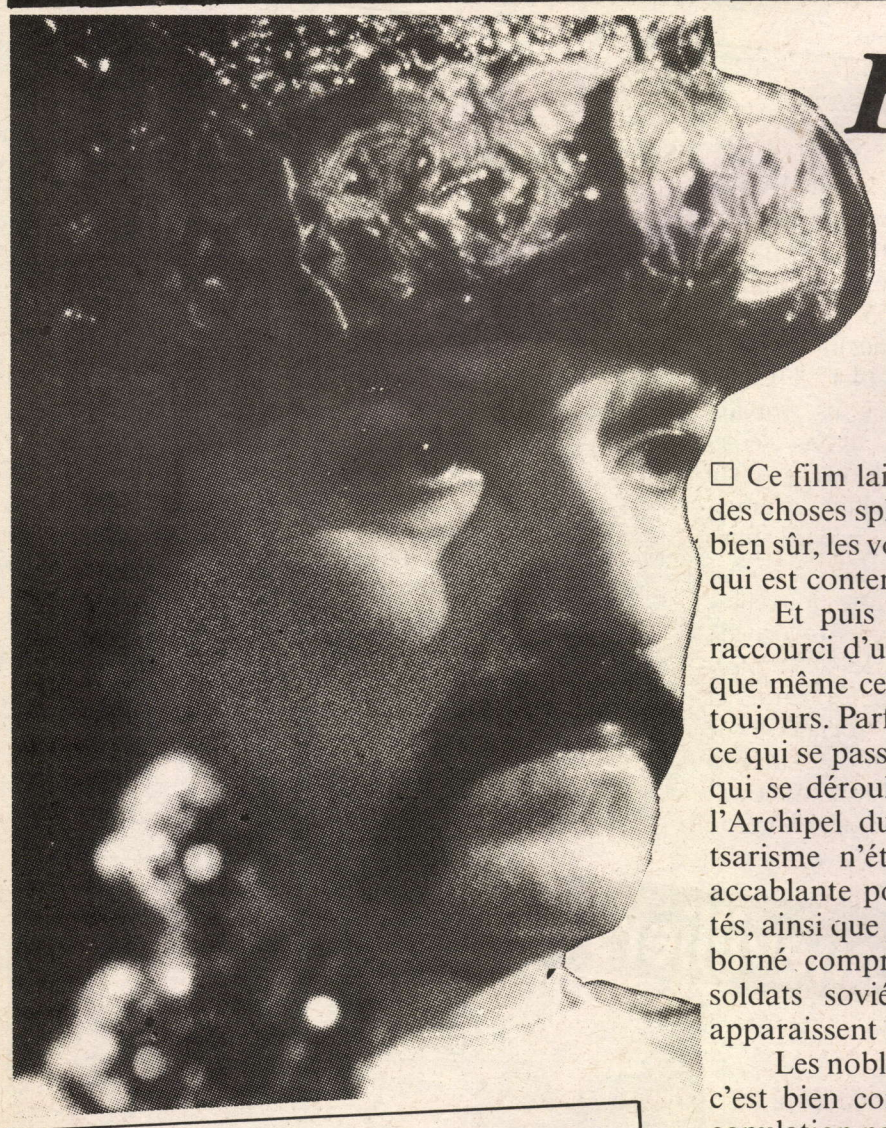
Chose notable tout de même, lors d'une rencontre demandée par la CGTR à la mairie socialiste de Saint-Denis, une délégation a été reçue par un représentant du Maire, M. Chaine-Liat. Ce dernier, constatant que le cas de notre camarade était somme toute fréquent, a proposé comme seule solution qu'une demande de RMI soit faite, alors que le licenciement venait d'être déclaré nul par le tribunal.

Il est vrai que le RMI a été présenté par les socialistes comme la grande mesure sociale. Mais tout de même...

En fait, une telle attitude de la part des élus socialistes de la Mairie de Saint-Denis n'est pas si surprenante. Dans le passé, M. Chaine-Liat s'en était pris, avec ses frères, à des travailleurs de chez Transpress et de SAPRIM. Le Maire, M. Anette, ne fit pas mieux, lui qui licencia une travailleuse de l'entreprise F. Legros, dont il est directeur. D'ailleurs, le Conseil des Prud'Hommes de Saint-Denis avait condamné cette entreprise, à propos de ce licenciement justement.

Dans cette affaire, une chose est certaine : s'il avait fallu attendre les interventions des élus socialistes, notre camarade serait toujours à la rue.

C.R. (Saint-Denis de la Réunion)



BORIS GODOUNOV

un film-opéra d'Andrzej Zulawski, d'après Moussorgski, avec Ruggero Raimondi et la direction musicale de Rostropovitch

☐ Ce film laisse le spectateur assez partagé. Il y a des choses splendides. La musique de Moussorgski bien sûr, les voix, les costumes et décors, bref tout ce qui est contenu dans l'opéra lui-même.

Et puis il y a le moins bon. L'opéra a été raccourci d'un bon tiers. Il a été charcuté au point que même celui qui le connaît ne s'y retrouve pas toujours. Parfois on ne comprend strictement rien à ce qui se passe. Zulawski a voulu que cette histoire qui se déroule à la fin du XVI[e] siècle symbolise l'Archipel du Goulag et le stalinisme. Certes le tsarisme n'était pas gai, mais là l'outrance est accablante pour les figurants constamment fouettés, ainsi que pour le spectateur. Et pour que le plus borné comprenne, de temps en temps quelques soldats soviétiques en uniformes d'aujourd'hui apparaissent au milieu de barbelés.

Les nobles et leurs gardes vivaient dans l'orgie, c'est bien connu, et c'est pourquoi les scènes de copulation parsèment le film à tout propos, et hors de propos. C'est ridicule, et même franchement grotesque quand le futur faux tsar s'enfuit tout nu (excepté un linge au bon endroit) vers la Lituanie.

Des cadavres largement exposés, quelques scènes de tortures, des yeux crevés parfois, et autres joyeusetés font un film assez grand-guignolesque où le sentiment d'horreur le dispute au fou-rire. Et pour compliquer le tout, de temps à autre des caméras et projecteurs montrent qu'il s'agit d'un film en train de se faire, au cas où on n'aurait pas très bien compris...

Et malgré tout cela, il y a l'opéra lui-même qui parvient à s'en sortir honorablement.

Quelques mots sur l'histoire qui est tirée d'une tragédie de Pouchkine, à partir des faits historiques.

En 1584 le tsar Ivan le Terrible, épouvantable despote, meurt. L'un de ses fils est dément, l'autre très jeune. Un des familiers d'Ivan, Boris Godounov, devient régent, et après la mort du plus jeune fils d'Ivan, Dimitri, il finit même par devenir tsar. La rumeur publique accuse Boris d'avoir fait assassiner Dimitri. Ce n'est pas prouvé historiquement, mais dans le récit, et dans l'opéra, c'est bien le cas : Boris a commis un crime. Et le souvenir de cet assassinat le poursuit, au point qu'il finit par mourir de remords. Seulement Dimitri est-il bien mort ? Un moine prétend que non et il se fait passer pour Dimitri. L'usurpateur s'en va chercher appui en Pologne, et il finit par conquérir Moscou avec l'aide des Polonais. En même temps la misère et la famine provoquèrent des révoltes paysannes, dont l'opéra nous montre un exemple.

La Russie connut ensuite quelques années de troubles, de révoltes, de brigandage, et une extraordinaire valse du pouvoir qui finit par se stabiliser dans une nouvelle dysnatie, celle des Romanov.

L'opéra de Moussorgski fut représenté pour la première fois à Saint-Pétersbourg en 1874. Il fut très bien accueilli par le public, mais les autorités étaient plus réservées. Le sujet déplaisait... Il avait beau être tiré de l'histoire, c'était assez irrévérencieux pour le tsarisme en général.

Mais dans Boris Godounov, il n'y a pas que le livret, il y a la musique. Moussorgski était en train de faire à cette époque une petite révolution. Jusque-là – dans les opéras de Mozart par exemple – il y avait des mélodies qui étaient reprises plusieurs fois de façon à ce que l'oreille du spectateur puisse s'habituer, et l'ensemble de ces couplets constituait à chaque fois un «air». Moussorgski n'a fait, dans Boris Godounov, que très rarement de tels «airs». Il avait remarqué que le langage parlé, surtout dans une langue comme le Russe où l'accent tonique est très prononcé, est déjà plus ou moins musical. En accentuant le côté musical, on aboutissait à une sorte de «parlé-chanté» où il n'y a plus que des bribes de mélodies, qui ne se répètent plus. Il n'y a plus «d'air» au sens habituel, et le spectateur, à moins d'écouter plusieurs fois le disque, ne peut plus s'habituer. C'est déroutant.

Boris Godounov est considéré dans le monde musical comme l'un des sommets de l'art lyrique. Et cela vaut le coup d'aller entendre et voir, malgré toutes les réserves qu'on peut faire sur ce film.

André VICTOR

Le groupe BRATSCH

venu à la dernière fête jouer de la musique tzigane d'Europe centrale offre son spectacle du 5 janvier au 3 février 1990, à l'Espace Européen. Ses musiques un peu endiablées, avec contrebasse, violon, clarinette, accordéon, bouzouki et guitare prennent beaucoup plus de relief en salle et il est difficile de résister à leur bonne humeur et à leur humour. Prix des places : 120 F. Etudiants ou avec le journal (LO) : *80 F.*

(Espace Européen : 5, rue Biot, Paris 17[e]. Tél. : 42.93.69.68. M[o] Place de Clichy.

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

La société d'Editions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1[er] janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

ABONNEMENTS

– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

1915 : les Arméniens qui furent des insurgés

LES 40 JOURS DU MUSA DAGH

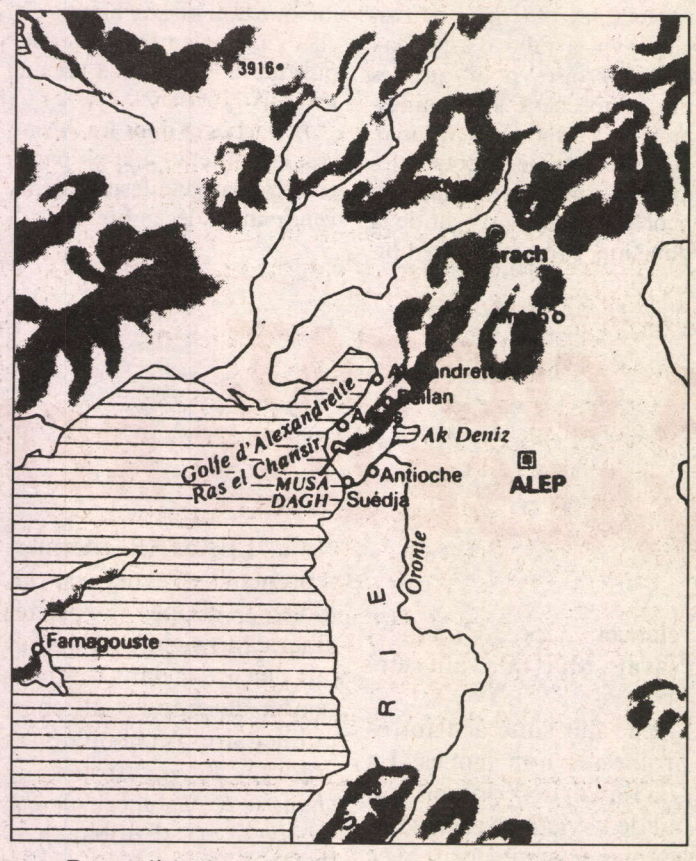
de Frantz WERFEL

■ Ce roman traite d'un épisode peu connu du génocide arménien perpétré en 1915 par l'armée turque. Car cette fois, il ne s'agit pas du génocide à proprement parler, c'est-à-dire de l'écrasement dans la résignation de toute une population, mais de la résistance bien réelle que menèrent quelques milliers de paysans arméniens, insurgés, 40 jours durant, face aux assauts de l'armée régulière turque pourtant cent fois mieux entraînée et armée qu'eux.
Franz Werfel, Juif originaire de Prague d'où il avait fui car il s'y sentait *«doublement étranger»*, et en tant que Juif et en tant que germanophone, se sentait sans nul doute des affinités avec les Arméniens persécutés de l'Empire ottoman.
C'est une page de l'histoire réelle des Arméniens en lutte contre leurs oppresseurs turcs qu'il fait revivre pour ses lecteurs, par la puissance de son imagination. *Les 40 jours du Musa Dagh,* en retraçant cette insurrection avec ses problèmes tactiques, politiques, militaires, humains, au jour le jour, est à bien des égards comparable à un autre grand roman traitant d'un autre soulèvement qui eut lieu trente ans plus tard, celui des Juifs du ghetto de Varsovie, tel que l'a raconté l'écrivain américain John Hersey dans *La muraille.*
Franz Werfel appartient à la brillante génération des écrivains de Vienne de l'entre-deux-guerres. *«Cette œuvre,* écrit-il en guise de préface, *fut conçue en 1929, au cours d'un séjour à Damas. Le spectacle désolant d'enfants de réfugiés qui travaillaient dans une manufacture de tapis, mutilés et minés par la famine, fut le point de départ. La rédaction de ce livre s'effectua entre juillet 1932 et mars 1933».*
L'auteur évoque le désintérêt total des grandes puissances, face au génocide des Arméniens. On ne peut pas ne pas songer à la façon dont les démocraties, France, Grande-Bretagne et USA feignirent de la même façon, de ne rien voir lorsque le génocide fut déclenché contre le peuple juif.

Le personnage principal de ce roman est un intellectuel mondain. Gabriel Bagradian est fils d'un riche commerçant arménien d'Istanbul, résidant depuis 23 ans à Paris. Totalement intégré à la vie parisienne, lié à des cercles mi-mondains, mi-intellectuels, il y mène une vie brillante et oisive.

Un concours de circonstances amène Gabriel Bagradian et sa petite famille au village natal de la famille Bagradian, au pied du Musa Dagh (le Mont Moïse), près d'Antioche, en Syrie, alors sous la domination ottomane. On est en juin 1914 et le drame éclate deux mois plus tard, avec la guerre. Les Arméniens avaient pourtant aidé le sultan dans sa précédente guerre dans les Balkans et avaient alors fait alliance avec le Parti Jeune-Turc. Bagradian, en tant que notable arménien, avait participé aux négociations.

Les temps ont changé. L'Empire ottoman est en train de s'écrouler. Allié des Empires autrichien et allemand, il est entraîné de nouveau dans la guerre qui sera sa perte. Les gouvernants Jeunes-Turcs d'Istanbul sont à la recherche d'un bouc émissaire pour galvaniser autour du nationalisme turc les énergies pour la guerre. Les Arméniens, chrétiens au Moyen-Orient, alliés traditionnels des grandes puissances occidentales française, anglaise ou allemande, avaient jusque-là servi les visées coloniales au Moyen-Orient. Ils deviennent désormais pour l'Empire ottoman les ennemis de l'intérieur, qu'il s'agit d'éliminer radicalement.



Bagradian est officier de l'armée ottomane. Contrairement à son attente, il n'est pas appelé sous les armes, car Enver Pacha, ministre de la Guerre, a décidé de désarmer dans un premier temps tous les Arméniens. Puis les Arméniens sont assignés à résidence... et en 1915 la déportation commence. Le roman s'accélère avec les événements. On assiste à la déportation de populations entières, femmes, enfants, vieillards doivent, village après village, tout abandonner et gagner à pied, sans nourriture, encadrés par des gendarmes turcs, les sables du désert de Mésopotamie. Les survivants pourront, leur dit-on, s'y construire de nouveaux villages. En fait, ils seront condamnés à mourir de faim et de soif.

Les déportations donnent le signal des pillages et des pogroms qui reprennent, comme déjà 15 ou 20 ans auparavant. les villages arméniens, pourtant bien arriérés pour un occidental comme Bagradian malgré leurs maisons de pierre et leurs vergers, apparaissent plus riches que les villages turcs. Ils excitent la convoitise des paysans turcs et arabes, plus pauvres encore que les Arméniens. C'est alors que Bagradian, qui jusque-là se sentait perdu et étranger dans son village natal, désormais menacé, lui et les siens, en tant qu'Arménien, réagit en notable et en chef militaire qu'il est.

Les choix difficiles commencent. Pour les plus résignés des villageois, il s'agit de rester et d'attendre le signal de la déportation ; ils font même semblant de croire aux promesses des Turcs. Mais à l'appel de Bagradian quelques milliers de paysans des villages de la vallée de l'Oronte décident de s'installer sur le Musa Dagh et d'en faire une forteresse retranchée, décidés à mourir en combattant.

L'issue ne fait nul doute pour personne. La résistance s'organise donc, sous la direction des notables traditionnels des différents villages, prêtres et pasteurs protestants, instituteurs, pharmacien et quelques autres.

Le problème pour la direction de la résistance est de donner une organisation aux villageois, de leur donner une cohésion, une discipline commune, de leur faire accepter la mise en commun de tous leurs bien, troupeaux et vivres, ainsi que des quelques fusils qui ont pu échapper aux rafles des Turcs. Il leur faut aussi rendre des comptes à l'assemblée des insurgés pour leur faire accepter des sacrifices de plus en plus difficiles. Les premières victoires sur l'armée turque créent l'enthousiasme nécessaire. Mais le plus dur est que, contre toute attente, la situation s'éternise, avec de moins en moins de vivres, de moins en moins de combattants. L'assaut qu'on croit toujours être le dernier est à chaque fois repoussé par des miracles d'imagination tactique, d'héroisme, d'organisation, de volonté.

Mais avec le temps, la fatigue, jointe à l'envie d'en finir vite, démoralise les insurgés. L'arriération, les clivages, les préjugés, disparus dans l'enthousiasme du début, réapparaissent. Cependant chaque nouvel assaut de l'armée turque entraîne un nouveau sursaut, cela durant 40 jours, jusqu'au moment où les survivants sont délivrés... par hasard.

Les personnages, hommes, femmes, enfants, confrontés à une lutte dont l'issue n'est pourtant guère douteuse, se transforment, évoluent, se découvrent des capacités incroyables de courage, d'énergie, d'imagination aussi. Ces 40 jours sont par bien des côtés, malgré la situation dramatique, plus riches que toute leur vie antérieure par les situations vécues, mais aussi par l'initiative demandée à chacun.

Au-delà des personnages, Werfel dresse le tableau de cet Empire ottoman décadent, avec sa hiérarchie compliquée entre pouvoir politique, chefs religieux et chefs militaires, qui éclate sous les contradictions et les rivalités tant nationales que personnelles.

Un livre très riche, par l'éclairage qu'il apporte sur l'histoire réelle du Moyen-Orient arabe sous la tutelle turque et soumis à la convoitise des grandes puissances colonisatrices d'alors, mais aussi un grand roman qui montre que la lutte est préférable à la résignation.

Cécile BERNIER

Les 40 jours du Musa Dagh *de Franz Werfel. Livre de Poche.*

BNP

LA GRÈVE POUR LES 1500 F CONTINUE
LA TRÈVE DES CONFISEURS N'A PAS EU LIEU

A la BNP-Barbès, le principal des Centraux parisiens, la trève des confiseurs n'a pas eu lieu. Le noyau de grévistes qui, depuis maintenant trois semaines est en grève totale, tient bon, malgré les réveillons et les intimidations de la direction.

Les grévistes de la BNP (de 200 à 300 selon les jours, les absents, les vacances) ont l'intention de faire reculer la direction. Ils veulent 1500 F d'augmentation pour tous et 6 500 F à l'embauche, ainsi que le paiement des jours de grève. Et ils ne cèdent pas.

En effet, après le succès de la manifestation du 20 décembre 1989 – à laquelle appelaient non seulement le comité de grève et la CGT (qui soutient la grève de 24 heures reconductibles) mais aussi les autres syndicats jusqu'alors opposés à cette forme d'action, la volonté de gagner était plus forte que jamais.

Pour faire pression, il a été décidé d'empêcher les camions de la Brink's d'approvisionner la Caisse, ainsi que de bloquer deux plages informatiques. Et pendant deux jours, on peut dire que l'ambiance était joyeuse, bon nombre de grévistes se retrouvant au coude à coude pour ces occupations. Bien sûr, l'évolution du rapport de forces dépendait de l'élargissement du mouvement, mais en attendant, même si la direction essayait de faire faire une partie de son travail ailleurs, cela l'obligeait à pas mal de contorsions : les agences gardaient une encaisse supérieure à la normale, le travail était effectué avec retard, sans compter les 20 tonnes de courrier bloqués au centre de Voltaire (Paris 11e).

La direction comptait sur l'effet démobilisateur du week-end de Noël. Mais non : la grève jusqu'alors votée chaque jour a été revotée dès le mardi matin 26 décembre pour toute la semaine, sur proposition du comité de grève qui dirige le mouvement en accord avec la CGT, dès le début.

Pour la quasi-totalité des grévistes, il était clair qu'il fallait tenir pendant cette semaine creuse, le développement de l'agitation dans certaines agences et en province redonnait de l'espoir. C'est alors que la direction a essayé de casser le mouvement en assignant arbitrairement en référé 35 personnes.

Note humoristique, dans sa volonté de faire vite et impressionnant, non seulement la direction a désigné aux tribunaux des personnes qu'elle ne pouvait pas joindre dans les délais, mais elle a même assigné par erreur une... retraitée depuis six ans ! En réalité, le

(LO)

(LO)

mercredi 27, de nombreux grévistes et même des non-grévistes ont accompagné au tribunal les 18 employés assignés et il a fallu d'astucieux chassés-croisés pour que les flics empêchent les manifestants d'entrer au tribunal. Une soixantaine de personnes avaient tout de même pu pénétrer et voir l'avocat de la direction évoquer avec horreur la grève de 1974 dans les banques, celle des aiguilleurs du ciel... La BNP voulait la possibilité d'avoir les flics lorsque bon lui semblerait. Et elle l'a finalement obtenue, puisque le tribunal a donné tort aux grévistes.

A Barbès et dans les Agences, le vent était à la préparation de la manifestation du vendredi 29 décembre.

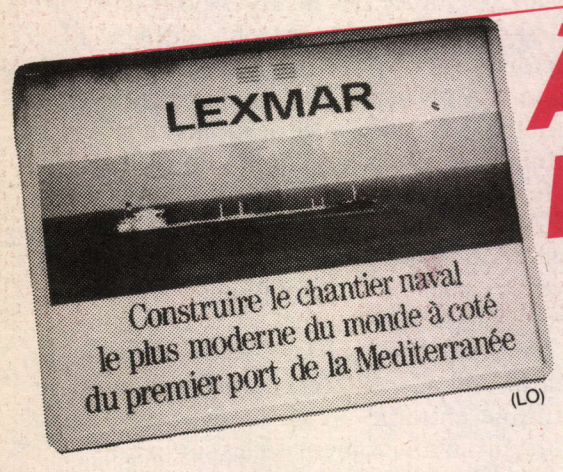
Des échos favorables à ce «temps fort» montraient que même si nous étions minoritaires, notre mouvement avait toujours la sympathie de bon nombre de collègues. Car, en ce vendredi, effectivement, les bureaux se sont vidés, et bon nombre de grévistes sont allés à la manifestation à laquelle participèrent des collègues des agences.

Les cinq organisations syndicales, comportant dans chaque délégation un représentant des grévistes, ont été reçues par un des directeurs, mais celui-ci a dit une fois de plus qu'il n'avait rien à négocier.

Désormais, les grévistes comptent sur ce qui peut se passer pendant cette première semaine de janvier au cours de laquelle est programmée, de longue date, une négociation salariale entre le syndicat des banques et les syndicats signataires de l'accord de 1988 et dont la CGT est exclue n'ayant pas signé cet accord.

A l'AG du mardi 2 janvier, les grévistes de la BNP et des Agences étaient là, à 250, et ils ont décidé de poursuivre la grève. L'intersyndicale – CFDT, FO et CFTC (le SNB ne dit plus rien) –, qui était jusqu'alors contre la grève de 24 heures reconductible, s'est prononcée pour. Les grévistes avaient de toute façon décidé de poursuivre leur mouvement pour préparer d'une part la journée du 4 janvier à l'échelle de toutes les banques et, d'autre part, celle du 5 janvier où ils espèrent faire reculer la direction de la BNP dans le cadre d'une possible négociation. Et en attendant, mercredi 3, les grévistes ont rendu visite à plusieurs agences et l'accueil a renforcé le moral des participants.

Correspondant LO



(LO)

À LA CIOTAT, LA VALSE DES REPRENEURS

Le vendredi 22 décembre, la majorité PS-PCF du Conseil général des Bouches-du-Rhône a accordé à la société LEXMAR le droit d'utiliser, provisoirement pour un délai de six mois, une partie des terrains et de l'outillage des Chantiers Navals de La Ciotat, fermés depuis un an, pour y relancer la construction de gros navires.

Le jour même, la CGT organisait une manifestation pour fêter cet accord et on a vu ses dirigeants locaux, les larmes aux yeux, la voix étranglée par l'émotion, se féliciter, s'embrasser à l'annonce de ce qui serait, d'après eux, *«la victoire de ceux qui sont contre la casse des Chantiers»* et la *«réouverture des Chantiers avec 2 300 emplois dans quelques années»*. Et le soir même la CGT organisait une grande fête à La Ciotat. Pour *La Marseillaise,* le journal local du PCF c'est *«l'événement social le plus important de cette décennie»*.

Pour crier victoire la CGT s'appuie sur la promesse de LEXMAR de relancer les Chantiers Navals. Mais que vaut cette promesse ?

Elle fait suite à d'autres promesses non tenues. La CGT avait déjà organisé un bal de la victoire pour fêter les engagements pris avec Tapie. Et avant même Tapie, une «Société du Léman» avait été présentée par la CGT comme le repreneur suisse idéal.

La CGT a organisé des manifestations pour faire pression sur le Conseil général. Elle a même occupé la mairie de l'ancien président du Conseil général, Phillibert, pour faire pression. Elle se sert de l'occupation des Chantiers et de ces actions pour prouver sa combativité dans la région.

La LEXMAR, dernier repreneur en vue, est la filiale d'une société américano-suédoise qui a fait placarder dans toute la région de grandes affiches publicitaires proclamant sa volonté de *«construire le chantier le plus moderne du monde»* et d'embaucher 2 300 salariés dans quelques années. Mais ses objectifs réels peuvent être très différents.

La LEXMAR embauchera peut-être les 105 ouvriers qui ont occupé les Chantiers depuis un an. Mais on voit mal comment sans bureau d'études et avec un personnel réduit les pétroliers pourront être construits du jour au lendemain.

Un monde d'affairistes convoite les terrains si joliment situés au bord de la mer au pied des collines dans la petite ville méditerranéenne et rêve de marinas «pieds dans l'eau». Les alliances s'y font et s'y défont, ainsi l'ancien bras droit de Tapie, Bartherotte, est devenu le représentant français du groupe LEXMAR. Quant à la Banque Worms, elle a déjà racheté un morceau des Chantiers. L'actuel maire UDF de La Ciotat veut transformer tout de suite les Chantiers en un site touristique. Tapie avait promis un chantier pour les yachts et des ensembles immobiliers.

Il n'y a pas de bon ou de mauvais groupe, mais il y a des capitalistes. Et semer des illusions sur leurs intentions comme le fait la CGT, c'est préparer des lendemains qui déchantent.

Le vote du Conseil général n'est pas le fruit de la lutte ni une «victoire des travailleurs» comme le dit la CGT, mais il résulte d'un accord électoral entre le PS et le PCF : le PS ayant besoin des voix du PC pour garder la présidence du Conseil a voté en faveur de la LEXMAR, ce qui était la condition mise par le PCF.

Parmi les travailleurs de La Ciotat, l'idée de réouvrir les Chantiers est très populaire. Certains disent : *«C'est parti, les Chantiers vont redémarrer»*. D'autres, notamment des travailleurs combatifs, l'espèrent et s'inscrivent sur la liste d'embauche de LEXMAR : *«On verra bien, ça ne coûte rien et si ça marche on sera dans le coup»*. Ils préfèrent y croire.

Correspondant LO

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995